

LE
MONDE

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste



N° 215 — OCTOBRE 1975 — Prix 4 F



ET EXPROPRIATRICE

PP 2520

activités de la fédération anarchiste

Cours du groupe libertaire LOUISE MICHEL Cycle 1975-1976

Comme chaque année, le groupe libertaire Louise Michel entreprendra dès le mois d'octobre un cycle de cours en son local de la rue Robert-Planquette à Paris, tous les jeudis soir à 20 h 30. La Commission chargée d'établir le programme de ces cours a pensé diviser ce cycle annuel en deux grandes parties. La première, qui couvrira tout le premier trimestre jusqu'aux fêtes de fin d'année, sera consacrée à une initiation à la pensée anarchiste. Remontant jusqu'aux origines du socialisme, les différents orateurs en traiteront ensuite les deux grands aspects à travers leurs chefs de file, Proudhon et Marx, pour terminer sur un exposé de chacun des grands courants de la pensée anarchiste.

Avec l'année 1976 débutera ensuite une série de cours tous consacrés à Michel Bakounine. Ce choix nous a bien sûr été dicté par la célébration cette année du centenaire de la mort d'un de nos plus importants représentants. Nous avons cru utile et nécessaire en effet d'exposer, sans la fantaisie habituelle qui l'accompagne bien souvent, la pensée de cet homme qu'on cite beaucoup sans vraiment le connaître ou en le trahissant allègrement, ce qui est peut-être une mode qu'en aucun cas nous ne suivrons.

Voilà donc exposé le programme pour cette année en espérant que notre choix vous satisfait déjà. En attendant, vous trouverez ci-dessous la liste des cours du mois d'octobre.

- **16 octobre :**
Naissance du Socialisme. (Babœuf, Maréchal, Fourier, St-Simon, Proudhon, Marx) par Maurice Joyeux.
- **23 octobre**
Proudhon, le Fédéralisme par Hervé Trinquier.
- **30 octobre :**
Marx, les deux périodes (avant et à partir du Capital).
La Commission des Cours :
Wally ROSELL - Floréal.

COLLOQUES - DEBATS

Groupe libertaire Louise Michel
10, rue Robert-Planquette
Paris-18^e (métro: Blanche ou Abbesses).
(Chaque samedi à partir de 17 h 30)

- **Samedi 18 octobre :**
- L'éducation libertaire dans les classes pratiques par Alain du groupe Voline.
- **Samedi 25 octobre :**
Permanence assurée par les militants du groupe.
- **Samedi 8 novembre :**
Qu'est-ce que la fédération anarchiste ?
par Thyde.

Le directeur de la publication
Maurice Laisant
Imp. « E.P. »
232, rue de Charenton, Paris-12^e
Diffusion S.A.E.M.
Transports Presse
Commission paritaire: N° 55.635
Dépôt légal 4^e trimestre 1975

Le groupe libertaire de
Bolbec organise le
JEUDI 16 OCTOBRE
à 20 h, salle de la Mairie
une conférence sur le thème:
**POURQUOI JE SUIS
ANARCHISTE**
orateur: *Maurice Laisant*

BORDEAUX, groupe Sébastien Faure :

Lors de sa réunion de rentrée en septembre, le groupe Sébastien Faure de Bordeaux a décidé de faire porter son effort sur le développement de la vente du Monde Libertaire, l'organisation des causes-débats au siège du groupe, la participation des adhérents au travail pratique selon leurs possibilités. Une première réunion a été prévue sur le sujet: « LA MEDECINE CE QU'ELLE EST, CE QU'ELLE DEVRAIT ETRE ». Une réunion aura lieu à Libourne, organisée par le groupe lycéen: tout ce travail sera mis au point lors de la prochaine réunion du groupe, le 10 octobre.

Le groupe libertaire de Rouen
organise une conférence
VENDREDI 17 OCTOBRE
à 20 h à la Halle aux Textiles
sur le thème:
**POURQUOI
JE SUIS ANARCHISTE**
par *Maurice Laisant*

LA PREMIERE
INTERNATIONALE
par le C.N.R.S.
Prix : 50,20 F

BROCHURES

— Les Relations Intérieures de la F.A. mettent à la disposition des militants et sympathisants **L'HYDRE DE L'ERNE**, de Maurice JOYEUX (réédition de 1967). Publico: 3 F.
Analyse critique du mouvement libertaire français de l'après-guerre (45).
— Des autocollants « **Lisez le Monde Libertaire** » (sous échange de quelques timbres!).

— **Gestion directe**, n° 10 est parue. Toujours gratuit.
Groupe des Postiers de la Fédération Anarchiste.

« **SEMONS L'ANARCHIE** »
n° 7 du Groupe de Nantes est parue

« **LE TRAVAIL C'EST LA SANTE** ».

Le n° 2 F, abonnement 6 numéros 10 F. Un numéro gratuit sera adressé aux camarades qui en feront la demande à: Noël Leroux, 47 bis, rue H-Barbusse, 44400 Rézé.

— Edité par le groupe Fresnes-Antony:

« **TOAST A LA REVOLUTION** », de P.-J. PROUDHON et présenté par H. TRINQUIER.
Publico: 6 F.

PRÈS DE NOUS

COURS GRATUIT
PSYCHOLOGIE SOCIALE
FORMATION D'ANIMATEURS
par **Mathilde NIEL**

Le lundi ou le mercredi (au choix) de 19 h à 21 h au Lycée Voltaire, 101, av. de la République, Paris (11^e).

S'inscrire rapidement à:
Association Philotechnique, 47, rue Saint-André-des-Arts, Paris-6^e. Droits d'inscription: 40 F.

Réunion des
AMIS DE HAN RYNER
dimanche 26 octobre à 14 h 45
salle des « Amis »
114 bis, rue de Vaugirard
avec Hubert Préfier
et Louis Simon:

Le livre de Georgette RYNER
« **Qui êtes-vous, mes enfants ?** »
(Journal d'une maman)
Invitation cordiale
aux sympathisants.

Groupes de la Fédération Anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librairie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

AIN
OYONNAX. Groupe Libertaire.
BOURG-EN-BRESSE. Liaison F.A.

ALLIER
MONTLUÇON-COMMENTRY.
Groupe Anarchiste.

ALPES-DE-HAUTES-PROVENCE
Liaisons Anarchistes. Contacts et informations. Problèmes communaux.

ALPES-MARITIMES
NICE.
Groupe Anarchiste Insurrection.
AUDE
Groupe de Narbonne.

BOUCHES-DU-RHONE
MARTIGUES. Liaison F.A.
SALON DE PROVENCE.
Liaison F.A.

MARSEILLE
Liaison F.A.
CHARENTE-MARITIME
SAINTES.
Groupe Libertaire Louis Lecoin.
LA ROCHELLE. Groupe Anarchiste.

CHER
VIERZON. Liaison F.A.
COTES-DU-NORD
GUINGUAMP. Présence Anarchiste.

DOUBS
BESANCON
Groupe Proudhon.

DROME
EURE-ET-LOIR
CHATEAUDUN. Groupe Libertaire.
BONNEVAL. Liaison Anarchiste.

GIRONDE
BORDEAUX
Groupe anarchiste Sébastien-Faure.
Le groupe Sébastien-Faure se réunit chaque mois sur convocation. Une permanence se tient tous les mercredis de 18 h à 20 h au siège, 7, rue du Muguet, ouverte aux camarades et à tous les sympathisants libertaires.

HAUTE-GARONNE
TOULOUSE.
Groupe anarchiste.

HERAULT
MONTPELLIER. Groupe libertaire.

ILLE-ET-VILAINE
RENNES. Groupe Libertaire.

INDRE-ET-LOIRE
TOURS. Groupe Tourangeau.
CHINON. Liaison F.A.
AMBOISE. Liaison F.A.

ISERE
BOURGOIN. Liaison F.A.
LOIRE
SAINT-ETIENNE. Liaison F.A.
Groupe anarcho-syndicaliste « Ni Dieu ni Maître ».

LOIRE-ATLANTIQUE
NANTES. Groupe Anarchiste.
Pour tous contacts écrire à N. Leroux, 47 bis, rue H-Barbusse, 44400 Rézé.
Groupe Gaston Couté. Pour tous

contacts écrire à Georges Piou,
194, rue Jouaud, 44400 Rézé.
LA BAULE. Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER
VENDOME. Liaison F.A.
BLOIS. Liaison Blois.
MER. Liaison F.A.

LOT-ET-GARONNE
AGEN.
Groupe Incredible Anarchie, édité « l'Incrévable anarchie ».

LOZERE
MARVEJOLS. Liaison F.A.
MAINE-ET-LOIRE
ANGERS.
Liaisons F.A.

MAYENNE
LAVAL. Liaison F.A.
MORBIHAN
VANNES. Groupe Anarchiste.
LORIENT. Groupe Anarchiste.

MEURTHE-ET-MOSELLE
NANCY.
Liaison F.A.
MOSELLE
METZ. Groupe Libertaire.

NIÈVRE
NEVERS. Liaison F.A.
NORD
LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.
Groupe Thaza

PAS-DE-CALAIS
BETHUNE. Groupe François Villon.
PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND.
Liaison F.A.

PYRENEES-ATLANTIQUES
BAYONNE-BIARRITZ.
Groupe Anarchiste.

PYRENEES-ORIENTALES
GROUPE BAKOUNINE.
Edite « le Révolté ».

Local: 2, rue du Cimetière, Saint-Mathieu, Perpignan.

RHONE LYON.
Groupe Anarchiste Lyon Espoir.
Liaison pacifiste libertaire.
NEUVILLE. Liaison F.A.

SEINE-MARITIME
LE HAVRE. Groupe Jules Durand.
BOLBEC LILLEBONNE.
Groupe Libertaire.
ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.

Une permanence se tient tous les mercredis à partir de 18 heures. 10 bis, rue de l'Avalasse, Rouen.

SOMME
AMIENS. Groupe Anarchiste.
VAR
TOULON.
Groupe Anarchiste.

VAUCLUSE
AVIGNON. Liaison F.A.
VENDEE
Groupe Sables d'Olonne.

VIENNE
LIMOGES.
Liaison F.A.

YONNE
AUXERRE-AVALLON.
Groupe Anarchiste.

PARIS
GROUPE EMPLOYES ANARCHISTES DE LA B.N.P.
GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL.

Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE ou ABBESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 h. Contact avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements, écrire au

local du groupe, 10, rue R-Planquette ou téléphoner au 076-57-89.
13^e, 5^e, 11^e arrondissements
GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO DURRUTI.

13^e, 14^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB.

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL

20^e arrondissement
GROUPE LYCEEN ANARCHISTE

11^e arrondissement
GROUPE ANARCHISTE - Contact Publico.

BANLIEUE SUD
GROUPE KROPOTKINE - Bourg-la-Reine.
GROUPE ANARCHISTE.
Orsay-Bures

GROUPE LIBERTAIRE FRESNES-ANTONY.
GROUPE MASSY-PALAISEAU, en formation.

GROUPE MAKHNOVITCHINA - Paray-Vieille-Poste.
CERCLE LIBERTAIRE RHONE-POULENC - Vitry-sur-Seine.
GROUPE ANARCHISTE.

GROUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy, Chennevières.

BANLIEUE EST
GROUPE ANARCHISTE VOLINE - Seine-Saint-Denis Sud, Vincennes.
GROUPE ANARCHISTE. Nogent-Le-Perraux - en formation.

BANLIEUE NORD
GROUPE LA BOETIE - Nord des Hauts-de-Seine - Accueil: salle du centre administratif, place de la Mairie, Asnières, 2^e et 4^e mercredi du mois, à 20 h 30.
GROUPE ANARCHISTE DE POISSY - en formation.

SOMM

N° 215

EDITO

— Crise de go

EN DEHORS

- La haine par le pèr
- Les libert par Lanza
- Franco ass par la Ré

ACTUALITES

- Sur le cor par J. Tou
- Revue de
- Portugal: par M. Jo
- La crise: par Bosde
- Le C.A.P.
- Nouvelles par Stirnic

ETUDES

- Libération par M. Ni
- Un nouvel par Han R

INFORMATION

— L'Alleman

CLASSIQUE

- Le commu par Pierre

LITTERATURE

- Le livre du par Mauric
- Terrorisme par J. Bar
- Marx et Er par Jean

LE

à adresser: PUB
Compte postal

France: 6 numéros 20
12 numéros 40
sous pli fermé: 6 numéros 30
12 numéros 60

BULL

à r

Nom:

Prénoms:

Adresse:

- A partir du num
- Abonnement
 - Réabonnement
 - Joignez le règle
 - Chèque post
 - Chèque banc
 - Mandat-Lettre

SOMMAIRE

N° 215

OCTOBRE 1975

EDITO

— Crise de gouvernement ou crise de régime 3

EN DEHORS DES CLOUS

— La haine de classe 4
par le père Peinard

— Les libertés et le P.C.F. 4
par Lanza

— Franco assassin 5
par la Rédaction

ACTUALITES

— Sur le conflit du « Parisien libéré » 6
par J. Toublert et A. Devriendt

— Revue de presse 14

— Portugal : point d'interrogation ! 8-9
par M. Joyeux

— La crise : où est le changement ? 16
par Bosdeveix, Laredo, Devinck et Helio

— Le C.A.P. communique 7

— Nouvelles d'Italie 5
par Stirnic

ETUDES

— Libération sexuelle 12
par M. Niel

— Un nouvel esprit révolutionnaire 11
par Han Regnell

INFORMATIONS INTERNATIONALES

— L'Allemagne de l'Ouest 13

CLASSIQUE DE L'ANARCHIE

— Le communisme anarchiste 10
par Pierre Kropotkine

LITTERATURE

— Le livre du mois 15
par Maurice Joyeux

— Terrorisme et anarchisme 7
par J. Barrué

— Marx et Engels : textes inédits 13
par Jean

Pages

...Editorial

Crise de gouvernement ou crise de régime

« Chaque fois que j'entends un discours politique ou que je lis ceux qui nous dirigent, je suis effrayé depuis des années de n'entendre rien qui rende un son humain. Ce sont toujours les mêmes mots qui disent les mêmes mensonges. Et que les hommes s'en accommodent, que la colère du peuple n'ait pas encore brisé les fantoches, j'y vois la preuve que les hommes n'accordent aucune importance à leur gouvernement et qu'ils jouent, vraiment oui, qu'ils jouent avec toute une partie de leur vie et de leurs intérêts soi-disant vitaux. »

Albert CAMUS.
(Carnets.)

M. Giscard d'Estaing, à son avènement présidentiel, nous avait assuré un avenir radieux, tant sur le plan matériel que moral.

Rien en cela de particulièrement original, et dans ce domaine il n'innovait guère. Avant lui, de Gaulle, Pompidou et Chaban-Delmas nous avaient gavés de promesses tout aussi mirifiques.

Le fait que l'actuel président et ses proches prédécesseurs appartiennent ou aient appartenu à une réaction qui depuis 1958 gouverne la France, fait beau jeu à l'opposition pour s'esbaudir sur les résultats obtenus.

C'est faire montre d'une mémoire particulièrement défaillante.

C'est oublier que cette réaction n'a accédé au pouvoir que sur l'appel d'un certain Guy Mollet « socialiste » lequel avait vu fondre ses ardeurs pacifistes et révolutionnaires, sous le jet de quelques projectiles lancés par les hommes de main des magnats coloniaux.

C'est oublier que les opposants ont eux aussi tenu la barre, qu'eux aussi ont inondé le peuple de promesses pour n'en tenir aucune, qu'eux aussi, ayant accédé au pouvoir, ont soudain découvert les difficultés dont ils se gaussaient la veille et si, d'aventure, des « lois sociales » ont vu le jour, comme en 1936, ce fut sous la poussée des travailleurs occupant les usines et les chantiers, et non par la grâce d'un gouvernement.

Partout où le peuple s'en est remis au pouvoir du bulletin de vote les projets ont fini aux oubliettes, quand ce n'était pas un représentant du peuple qui nous invitait « à relever nos manches » ou « à savoir terminer une grève ».

La vérité, à qui refuse de céder à la démagogie politicienne, est que, dans ce système, il n'y a pas d'issue à la crise, cette crise étant engendrée par le système lui-même.

En effet, à chaque fois qu'apparaît une amélioration technique, à chaque fois qu'il y a pléthore de marchandises et possibilité de réduction du travail, il y a crise.

En un mot les crises naissent de ce qui pourrait être un mieux-être, si l'Etat, la finance, le système dans son entier n'étaient pas là pour l'interdire.

Pour que le progrès soit mis au service de tous (c'est-à-dire au service de chacun) il faudrait que l'économie soit basée sur le besoin réel des hommes et non sur le profit que l'on peut en tirer, il faudrait que, dans la répartition des richesses de ce monde, soient envisagés les besoins des hommes et non leurs moyens : estimation toujours arbitraire et qui attribue des cotes hiérarchiques selon les emplois « nobles » ou « subalternes ».

Pour que les bienfaits du progrès soient sensibles à l'ensemble des hommes, il faut anéantir le pouvoir politique, quelque forme qu'il prenne.

Lorsque celui-ci se targue, tout à la fois, de servir nos intérêts et les siens qui sont contradictoires aux nôtres, il nous ment.

Les crises en sont la preuve et découlent des propositions même du gouvernement.

Voyons-les plutôt.

L'expansion, tant prônée, ne vise qu'à employer des hommes, et non à satisfaire leurs aspirations, elle n'a d'autre but que de réaliser des super-profits et non d'apporter confort et détente.

De même, le chômage, l'insécurité, l'abrutissement du travail (même pour des tâches inutiles, même pour des tâches nuisibles) sont une nécessité du système.

Celui-ci connaîtra bien d'autres crises après celle que nous traversons ; mais, pour qui sait ouvrir les yeux sur la réalité des choses, la véritable crise est dans son existence même.

Entre l'homme et lui c'est un duel à mort.

Si le premier ne supprime pas le second il disparaîtra, et cette fameuse technique (orientée pour la plus grande part vers la destruction) détient tous les moyens de l'accomplir contre l'humanité, en dépit des protestations, des proclamations, des discours et des mensongères promesses de tous ceux qui se succèdent au pouvoir.

AMIS LECTEURS

Après cette période de vacances, Le Monde Libertaire reparait dans les kiosques. Comme cela avait été prévu il n'y a pas eu de numéro en septembre. En effet, notre position étant toujours instable, nous avons été dans l'obligation de faire des économies.

La situation financière n'est vraiment pas brillante. Le Monde Libertaire ne peut paraître qu'avec votre contribution. Il ne vit que par lui-même et par l'importance de vos souscriptions.

Comme à l'accoutumée l'impact et la diffusion de nos idées dépendent entièrement de vous.

Les administrateurs :
François GARCIA - Léopold TAMANES.

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. 805.34.08

Prix de l'abonnement

France :
6 numéros 20 F
12 numéros 40 F
sous pli fermé :
6 numéros 30 F
12 numéros 60 F

Etranger :
6 numéros 30 F
12 numéros 60 F
Par avion :
6 numéros 39 F
12 numéros 78 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux 75011 PARIS

Nom :

Prénoms :

Adresse :

Code postal :

A partir du numéro

Abonnement

Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

Chèque postal

Chèque bancaire

Mandat-Lettre

LES "LIBERTÉS" ET LE P.C.F.

Il fallait être d'une grande naïveté pour s'imaginer, après la publication de sa « charte des libertés », que le parti communiste français allait prendre un tournant historique et se démarquer ainsi des régimes marxistes au pouvoir, principalement de l'Union soviétique.

Ce texte ne brille pas par son originalité, et la direction marchaisienne ne fait qu'y reprendre diverses propositions déjà anciennes et y préciser certaines des garanties déjà inscrites dans le Programme Commun de gouvernement; il ne doit pas faire illusion, et il est bien évident qu'il s'adresse en premier lieu aux partenaires socialistes et radicaux de gauche, afin d'apaiser leur méfiance de plus en plus vive à l'égard du « grand allié » électoral.

La « déclaration des libertés », à la sauce P.C.F., proclame « qu'aucun citoyen français ne peut être banni », que « les discriminations raciales et antisémites sont prohibées », « le droit de grève est reconnu sans restriction », que « chacun est LIBRE de parler, d'écrire, d'imprimer, d'éditer, de publier, de diffuser », que « la peine de mort est abolie ». Je pourrais poursuivre encore cette énumération de bonnes intentions, qui a dû faire rigoler le camarade Brejnev, mais à quoi bon, puisque les politiciens communistes ne sont pas sincères, et qu'ils savent bien qu'ils ne PEUVENT PAS L'ETRE. Le jour où ils auront conquis le pouvoir, ils n'auront plus d'autre but que de le conserver et les belles promesses seront vite oubliées; ils n'agiront pas autrement que leurs camarades du Portugal, qu'ils soutiennent d'ailleurs inconditionnellement, c'est-à-dire en nouveaux dictateurs.

Toute l'histoire du P.C.F., parti totalitaire s'il en fut, est là pour nous montrer que les communistes de France ont toujours été

les valets dociles de leurs maîtres de Moscou. Après avoir accepté sans broncher et en fermant volontairement les yeux sur ses ignominies, toutes les fluctuations du stalinisme, ils ont timidement dénoncé les « erreurs » du maître sanguinaire du Kremlin, ex « petit père des peuples », après les révélations du 20^e Congrès, mais ce n'est pas pour autant qu'ils ont cessé d'être à la remorque du grand parti « frère ».

Quant à ceux de ses militants qui, à un moment quelconque, ont eu l'audace de critiquer un tant soit peu la ligne officielle, le P.C.F. n'a jamais tardé à les exclure, les accusant de tous les crimes: on se souvient de Le-cœur, de Marty et, plus près de nous, de Tillon ou de Garaudy. Il faut se souvenir, toutefois, que le P.C.F., ce n'est pas seulement une poignée de dirigeants ambitieux et serviles, mais aussi une importante masse de travailleurs, militants de la base, souvent voués aux tâches obscures, qui croient être à l'avant-garde du combat ouvrier. Ce n'est pas en les considérant comme des pestiférés, en refusant, par exemple, de les rencontrer et de confronter nos idées au cours des luttes syndicales dans les entreprises que nous leur prouverons qu'une révolution, inspirée par les adeptes de la doctrine léniniste, ne leur apporterait en fait qu'un changement de maîtres. Il ne s'agit pas, évidemment, de leur faire la moindre concession, encore moins de tenter, comme certains gauchistes, « anciens combattants » de Mai 68, de faire de l'entrisme au sein du P.C.

Tout sépare les libertaires des héritiers de Marx, et la liberté ne se marchande pas. On ne peut bâtir le socialisme avec ceux qui veulent l'encaserner.

Bernard LANZA.

SOUSCRIPTIONS

Vincent	8,00	Patriche	10,00
Ganson	2,00	Jean-Pierre	10,00
Marchelo	5,50	Denis	4,50
Gérard	1,25	Bichereau	8,00
Bakarz	10,00	Fais	2,10
Gordy	38,00	Jean-Marc	10,00
Louise Michel	50,00	Guilochon	20,00
Anonyme	10,00	Anonyme	6,60
Louise Michel	3,30	Hervé	9,00
Marc	5,00	Dupuis	20,00
Guilochon	20,00	Bernadette	46,00
Patrick	10,00	Jean-Pierre	10,00
Patrick	5,00	Fernand	2,00
Christian	1,50	Anonyme	21,75
Christine Millay	2,00	Porré	2,00
Failla	10,00	Huet	114,00

LE PÈRE PEINARD



LA HAINE DE CLASSE

Va-t-on encore manquer le rancard d'automne? Pour sûr! Depuis vingt ans on rate le coche à chaque coup, c'est voulu et même programmé. Il y en a même qui font carrière dans le ratage de coche, ils ont le respect des foules, c'est pas croyable! Sans complexes aujourd'hui ils vont faire campagne « pour nos libertés », foi de bolchévique, la liberté, cette grue métaphysique, baratin franc-maçonique petit-bourgeois. Marchais « libertaire »? Merde! Décidément, on aura tout entendu! Avec des gaziers pareils, s'ils s'occupent de nos libertés comme des rendez-vous d'automne, on va avoir les cuisses propres.

Il y a un an et demi, le chômage n'avait pas encore atteint la cote d'alerte. Au sujet de nos revendiques, c'était pas mal barré avec la grève des banques, on aurait pu faire quelque chose pour la diminution des horaires de turbin, pour les allocations de chaise longue et tout et tout. Mais comme s'il l'avait fait exprès, Pompidou cassa sa pipe. Tout de suite on entendit « du calme camarades, pas de provocations », le pouvoir est libre, en « vacance » comme « y » disent, « et préparons le référendum ». La présidence était en vacance et nous ou boulot, on a eu l'air fin et aujourd'hui encore avec un million de chôme-medus au rendez-vous d'automne. Les grèves là-dessus, ça arrangerait même les capitalistes. Comme après 68 d'ailleurs, toutes les grosses têtes d'observateurs avaient prédit la faillite de l'économie et on a assisté à son renfouement et à la liquidation des stocks.

Où, il y a un an et demi, beaucoup de choses étaient possibles, mais comble du ridi-

cule on a même vu les trotskards reprendre le boulot avec en tête Arlette Laguiller candidate à la présidence. Tout ce qui est révolutionnaire fit de sa propagande électorale! Au Monde Libertaire, on fut pris pour de doux dingues par tout une tapée de supertacticiens au bulletin de vote intelligent favorable à Mitterrand au deuxième tour afin de ne pas servir la droite. Ou peut-être dans le souci de pas faire de la peine à Claude, la veuve du défunt président, avec le tumulte de nos revendications bistékardes. Que de délicatesses! Maintenant, place à « nos libertés ». C'est pas vrai! Encore un coup, ils nous font de la diversion. Mais qu'est-elle devenue « la dictature du prolétariat sur le prolétariat par le parti unique »? A un poil de cul près, elle allait s'épanouir au Portugal. Ils allaient en sortir d'une pour entrer dans une autre, les frères! Il se pourrait d'ailleurs qu'ils gardent la même! « Les cocos au pouvoir, les anars en prison » serait-il le nouveau programme commun de la nouvelle gauche?

Depuis un an et demi donc, tous les mouvements de grève ont été réduits à l'impuissance. D'abord les postiers! Eux, ils ont plongés! Deuxièmement, le métro. Quelques débrayages juste avant l'augmentation. Eux, ils ont le chic à chaque fois de croire que la direction attend qu'ils débrayent pour rallonger le prix des biftons. La grève de chez « Chenard, Valtier, Chausson et Cie » fut parfaitement isolée. Chez les travailleurs on a même senti poindre le racisme, les éléments les plus combatijs étant surtout Nord-Africains. Car il n'est pas rare actuellement de rencontrer des ouvriers syndiqués de base prêchant le racisme, déviation morale pouvant mener on ne sait où, ou plutôt on le voit très bien dans une at-

mosphère de réveil des nationalismes.

D'autre part, une grève qui va rentrer dans sa décomposition, c'est bien celle des ouvriers du « Parisien libéré ». Les syndiqués C.G.T. des distributeurs de presse et kiosques viennent de recevoir l'ordre de reprise des ventes du journal d'Amoury. Et pourtant les distributeurs de canards n'ont jamais quasiment boycotté le « Parisien libéré ». Mieux même, Amoury ne ramassait jamais les recettes. Quel rôle joue ce syndicat? Veut-il servir de contrepiès dans une tractation pour la récupération du lobby de l'embauche fauché par F.O.? La lutte est dure. La grève des postiers n'a pu faire apparaître qu'une chose d'après d'aucuns: « Le réformisme de F.O. ». Mais ceux qui avancent cette chose reprirent le boulot la queue entre les jambes.

D'autres encore, dans le chassé-croisé syndical, accusent le P.S. de noyauter la C.F.D.T. quand c'est pas le contraire! Le P.S.U. a été fondé par Jésus-Christ, chacun le sait. Le parti socialiste a subi l'entrisme des militants de la C.F.D.T. dite déchristianisée et aujourd'hui le cercle est bouclé, la jonction va se faire. Les curetons sociaux ont pignon sur rue. Depuis un siècle ils n'avaient pu réussir, aujourd'hui c'est fait. Quoi qu'il en soit, le spectacle des luttes ouvrières en France ne peut être compris que par l'apollisme nécessaire du syndicalisme face aux maladies dictatoriales des socialistes d'Etat et de leur orientation vers une soif de pouvoir qui n'a d'égale que le mépris d'éducation sociale à la base. Après on peut nous parler de « lutte de classes », ça n'est rien d'autre que leur jactance du dimanche, c'est de la haine de classe qu'il nous faudrait!

FRA
ASS
DE

Une fois d
la muerte »
boucher n'a
main. Depuis
ans il a dû
vocation. Mai
lui est rendu
ne met plus
d'autres s'en
foi fort bien.

Comble de
maître du cri
cadence dans
en effet la nou
permet des pi
simo ». Franco
page, il sui
Maintenant on
chaîne de l'a
Pyrénées.

Cinq membr
(dont deux fe
tes) ont été
victimes de cet
dustrie. Vienn
membres de l'
l'un d'eux, est
la police, dans
tre Carrero Bl
nes camarade
risquent en t
nées de prison
constitution d'
L'action révolu
pas très bien
messieurs les
l'heure actuelle
nes attendent
au bourreau :
mendia, Eva Fo
serait vraiment
énumérer.

Que dire de
n'est que le fasc
jours bien en p
frappe de plus
dement. Il faut
ajouter que les b
beaucoup de fi
faire leur sale
jugement et son
déroulent en 48
un record dans
sassinat.

FRANCO ASSASSINE DE NOUVEAU

Une fois de plus « Franco la muerte » assassine. Ce boucher n'a pas perdu la main. Depuis plus de trente ans il a dû s'en faire une vocation. Maintenant la tâche lui est rendue plus facile ; il ne met plus la main à la pâte, d'autres s'en occupent mais moi fort bien.

Comble de l'horreur, ce maître du crime a inscrit la cadence dans son palmarès ; en effet la nouvelle juridiction permet des procès « **sumarísimo** ». Franco s'est mis à la page, il suit l'expansion. Maintenant on garrote à la chaîne de l'autre côté des Pyrénées.

Cinq membres du F.R.A.P. (dont deux femmes enceintes) ont été les premières victimes de cette nouvelle industrie. Viennent ensuite six membres de l'E.T.A. ; Wilson, l'un d'eux, est inculpé, selon la police, dans l'attentat contre Carrero Blanco. Dix jeunes camarades libertaires risquent en tout 600 années de prison. Motif : « **re-constitution d'organisation** ». L'action révolutionnaire n'est pas très bien vue par ces messieurs les militaires. A l'heure actuelle treize personnes attendent d'être livrées au bourreau : Otaegui, Garmendia, Eva Forest... La liste serait vraiment trop longue à énumérer.

Que dire de plus, si ce n'est que le fascisme est toujours bien en place et qu'il frappe de plus en plus rapidement. Il faut quand même ajouter que les bourreaux ont beaucoup de facilités pour faire leur sale besogne. Un jugement et son exécution se déroulent en 48 heures. C'est un record dans l'art de l'assassinat.

Voici comment se déroule un procès « **sumarísimo** » :

— Le président du tribunal informe le procureur de l'ouverture du procès pour le lendemain. Celui-ci prépare sa demande de condamnation à mort.

— Les avocats des inculpés n'ont que quatre heures pour présenter par écrit la défense.

— Le lendemain un simulacre de procès se passe en toute quiétude (d'ailleurs les avocats de la défense refusent d'y assister). Les bourreaux n'ont pas à se creuser la cervelle pour trouver de soi-disant preuves puisque de simples « certitudes morales » permettent de condamner un homme à être garroté.

— La condamnation est sans appel. On informe quand même le gouvernement des sentences notifiées. Si le capitaine général de la province l'approuve, le verdict doit être exécuté dans les douze heures qui suivent. (Seul Franco peut à la rigueur faire valoir son droit de grâce.)

C'est simple, c'est rapide : c'est fasciste. On n'a même pas de problème de conscience, le temps de réfléchir au bien-fondé de l'accusation : le verdict est déjà exécuté. On garrote avec de plus en plus de technique en Espagne. Le fascisme a peur, le fascisme tremble donc il frappe. Plus rien ne peut nous étonner d'un boucher pareil. Nous ne pouvons que lever notre voix contre ces ignobles assassinats. Nous devons, nous libertaires, ne pas laisser faire assassiner par Franco tout antifasciste qu'il soit du F.R.A.P., de l'E.T.A. ou de n'importe quelle autre organisation.

La Rédaction.

NOUVELLES D'ITALIE

La situation économique italienne reste — comme on le reconnaît de tous côtés — assez préoccupante. La production industrielle est nettement au-dessous du niveau de l'an dernier. Les prix montent et monteront encore. Pour des centaines de milliers d'incertitude du futur continue ; pour des milliers d'ouvriers la « **cassa integrazione** » (mise à pied avec salaire réduit) est une perspective certaine. La menace du licenciement pour beaucoup de ces derniers devient de plus en plus concrète : voici en résumé le tableau qui se présente au retour des vacances (cette année plus courtes et plus modestes) pour le plus grand nombre des travailleurs.

Déjà, au cours des trois derniers mois, une série de manifestations protestataires et de grèves, intéressant surtout les fonctionnaires d'Etat et les transports, avait attiré l'attention du gouvernement et des syndicats... Puis, en avril et mai, la grève très longue dans l'administration des impôts directs a contribué à plonger dans le chaos la consultation électorale du 15 juin ; toujours en mai les employés des douanes ont arrêté le travail pendant 4 jours, tandis que, au cours de tout le mois de juin et jusqu'au 2 juillet, les employés de l'inspection pour l'immatriculation des voitures dans plusieurs provinces ont fait grève ; au mois de juillet des villes très peuplées comme Naples et Palerme sont restées pendant plusieurs jours submergées par les ordures, à cause d'une grève sans préavis des éboueurs groupés dans les syndicats autonomes et dans la CISNAL d'inspiration néofasciste. Au début du mois d'août les ferry-boats pour l'île de la Sardaigne sont restés bloqués, tandis que des milliers de producteurs de tomates de la Campanie ont organisé une manifestation de protestation contre les industries de la conserverie privée et à participation de l'Etat, pour engagements non respectés au sujet du prix des tomates : 200.000 quintaux de ce produit ont été détruits. Pour finir, ces jours derniers, juste au retour des vacances du 15 août, une grève des cheminots autonomes a été déclenchée, intéressant surtout les réseaux du Sud de l'Italie.

A cette grève s'étaient unis, afin de la renforcer les syn-

dicats de la CISNAL et les cheminots adhérents au syndicat autonome FISALS (ce dernier offrant ainsi une couverture légale aux cheminots en lutte, dont le statut interdit de faire grève en dehors d'un syndicat). Les journaux de la gauche extra-parlementaire affirment qu'à Naples et à Rome, où elle a commencé, la grève avait été décidée par les Comités Unitaires de Base (CUB) et par de nombreux communistes adhérents au parti et au syndicat SFI-CGIL, alors que les syndicats confédérés (CGIL, CISL, UIL) ont condamné durement cette grève ainsi que les grévistes, comme le secrétaire général de la CGIL, Lama l'affirme, s'étaient placés sur des positions corporatives et maximalistes. De son côté le gouvernement s'est empressé d'envoyer 250 militaires des Ponts et Chaussées pour remplacer les grévistes : c'est la première fois depuis la dernière guerre que l'armée intervient dans sa fonction anti-grève. Cet acte très grave du gouvernement, approuvé par le parti communiste et critiqué du bout des lèvres par les syndicats unitaires confédérés, qui font leur « **mea culpa** » pour la politique de compromis et d'hégémonie jusqu'ici pratiquée dans ce secteur, a donné aux forces du patronat, du gouvernement et de la droite, encore une fois l'occasion de porter un coup dur au droit de grève et de reprendre une campagne pour la réglementation de ce droit. En faveur de cette réglementation de la grève dans les services publics n'a pas manqué de s'élever la voix de certains soi-disants « **démocrates** » et « **socialistes** », tandis que les syndicats des confédérations et des partis politiques de la gauche traditionnelle, fidèles au compromis avec cette société capitaliste, qui dure depuis trente ans, préfèrent parler d'« **auto-réglementation** » de la grève.

Pour cet automne 45 contrats de travail sont à renouveler ; ils intéressent plus de 4 millions de travailleurs. En tête — comme pour anticiper un automne syndical qui s'annonce plutôt agité — il faudra résoudre le problème des transports, qui a déjà touché des pointes de tension élevées ces jours derniers à cause de la grève des cheminots et la lutte contre les licenciements et la « **mise à pied** » dans les petites et grandes industries soit du nord soit du sud, sont les agitations à l'ordre du jour en ce moment.

Dans la province de Salerne on a assisté à une grave répression policière qui a fait plusieurs blessés ; à Cava dei Tirreni la police a violemment chargé plusieurs centaines d'ouvriers qui manifestaient contre la menace de 141 licenciements ; encore ces jours derniers, la police est intervenue pour expulser de l'usine les ouvriers de la Singer de Turin, qui protestaient contre la menace de lock-out de Leini et le licenciement de 1.800 ouvriers. Un accord a été conclu à l'usine d'automobiles Innocenti de Milan, qui exclut le recours à la « **Caisse d'intégration** » pour les prochains mois, tandis que la lutte commence à l'Alfa-Romeo de Milan où les ouvriers adoptent la grève à l'envers : contre la décision de l'entreprise (soumise au contrôle de l'Etat) de prolonger jusqu'au 8 septembre la période de mise à pied, les ouvriers se sont présentés sur le lieu de travail. Au moment où nous écrivons (3 septembre) les pourparlers entre les représentants syndicaux et la direction (avec la médiation du gouvernement) continuent et risquent de se transformer en une épreuve de force à cause des décisions unilatérales prises par l'entreprise.

Les syndicats craignent que derrière la position de l'Alfa-Romeo se cache un dessein politique plus vaste, c'est-à-dire une tentative de provoquer à dessein un heurt pour évaluer le degré de combativité des travailleurs ; en d'autres mots — comme l'a dit le secrétaire de la fédérations des ouvriers métallurgistes : des grandes manœuvres en vue des prochains renouvellements contractuels pourraient être commencées.

Face à cette situation, juste est le proverbe qui dit : « **qui sème le vent, récolte la tempête** ». En dehors de la métaphore, il faut dire que les syndicats n'ont aucune raison de se plaindre de l'attitude du gouvernement et du patronat, car elle répond à la déclaration faite en juillet dernier par le syndicat, au nom du mouvement ouvrier, d'assumer le rôle de « **corresponsabilité de la crise** », qui établissait la ligne de conduite sur laquelle devaient s'acheminer plus de 4 millions de travailleurs au cours des débats contractuels, afin de ne pas troubler la « **restructuration productive** ».

Pour la CRIFA : STIRNIC.

Sur le conflit du «PARISIEN LIBÉRÉ»

Nous sommes plusieurs, ouvriers libertaires du livre et militants de ses syndicats (C.G.T.), à avoir lu avec quelque étonnement les récentes prises de position du *Monde Libéraire* (1) sur le conflit du «*Parisien libéré*».

Nous regrettons qu'une réunion n'ait pas eu lieu avec les camarades de la F.A. avant la publication des articles en cause.

Nous ne serions peut-être pas tombés d'accord, mais les explications des uns et des autres auraient permis de nous éclairer mutuellement.

Ce qui a provoqué notre étonnement, c'est de ne pas avoir trouvé un seul mot, non seulement contre, mais au moins de réserve, sur l'attitude d'un secrétaire confédéral et de sa fédération du livre fournissant du personnel à une entreprise alors que le personnel de celle-ci mène une très dure grève.

Ainsi, au mois d'avril (le conflit au *Parisien* a commencé le 3 mars), les ouvriers du livre apprenaient que le secrétaire général de Force Ouvrière s'était rendu au siège du *Parisien libéré*, aux Champs-Élysées. La tenue des discussions entre la direction du *Parisien* et A. Bergeron fut connue plus tard, quand Amaury, patron du *Parisien*, fit tourner ses nouvelles imprimeries avec des syndiqués de Force Ouvrière, à Chartres et à Saint-Ouen.

Le secrétariat de la F.A. explique cette attitude par le fait que le syndicat Force Ouvrière du Livre voulait briser le monopole des syndicats C.G.T. du livre dans la presse; par conséquent, les uns se battaient pour la liberté, les autres, adhérents à la C.G.T., donc plus ou moins — et plutôt plus que moins — inféodés au parti communiste, se battaient pour garder leur monopole qui leur assure des avantages exorbitants, etc... Voyons les choses de plus près.

Les syndicats du livre sont encore parmi ceux où le critère de recrutement est un critère de classe; un typographe par exemple prend sa carte — toujours dans le labeur et souvent pendant son apprentissage — à la Chambre syndicale typographique parce que ce syndicat est le *syndicat des typos*. Il sait qu'on y respectera ses opinions (même s'il est communiste!).

On parle beaucoup dans les écrits susmentionnés du syndicat des correcteurs; on dit qu'il est anarcho-syndicaliste. Ce n'est pas exact. Des militants libertaires, en minorité, y exercent des responsabilités, y ont une certaine influence, mais le syndicat ne mène pas forcément toujours une politique anarcho-syndicaliste. Ce qui est vrai c'est que, grâce à cette influence, ses positions dans les divers organismes de la Fédération des travailleurs du livre ne sont pas orthodoxes. Ce qui est vrai, c'est que les militants qui ont constitué ce syndicat lui ont donné des structures et un fonctionnement qui permettent la démocratie la plus large, que la tolérance et la camaraderie y règnent. L'action des militants libertaires a permis de maintenir l'unité. Tous les courants syndicaux et politiques y sont représentés et réussissent à y travailler... y compris les membres du P.C.

Nous pensons que l'anarcho-syndicalisme est avant tout cette pratique d'unité dans les organisations syndicales, qui donne la priorité à l'organisation des travailleurs en tant que tels sur les divers groupements idéologiques. Plusieurs fractions trotskystes ont tenté de prendre le «*pouvoir*» au syndicat des correcteurs par le «*terrorisme*» verbal et la manipulation d'assemblée générale; elles n'ont pas réussi parce que la discipline syndicale, issue du syndicat et de ses organismes de décision, l'a emporté sur la discipline de fraction. Les périodes de conflit sont évidemment propices à ces rassemblements autour de l'organisation syndicale qui organise les travailleurs pour la lutte.

Ces faits, cette pratique sont le résultat d'un événement passé le plus souvent sous silence, à savoir le maintien de l'unité fédérale lors de la scission de 1947: Après le référendum qui décida le maintien à la C.G.T., les partisans de F.O. sont restés à la Fédération des travailleurs du livre. Ils y sont tellement restés que pendant plus de dix ans c'est de leurs rangs que sont sortis les dirigeants nationaux de la Fédération des travailleurs du livre. Seuls quelques-uns, un très petit nombre (dont Bergeron), ont rejoint F.O. (2).

Cette unité n'existe pas que sur le papier, mais aussi dans les entreprises (y compris du labeur), où souvent la quasi-totalité des travailleurs est syndi-

quée à la F.F.T.L. Cette unité a permis le maintien dans la presse parisienne du contrôle de l'embauche, ce qu'on attaque aujourd'hui sous le terme de monopole.

André Bergeron n'a d'ailleurs pas protesté — à notre connaissance — lorsque la Fédération du livre C.G.T., à laquelle il appartenait en tant que secrétaire de la section de Belfort, a obtenu le «*monopole*» en 1945, il n'a pas réclamé une place pour la C.F.T.C. ...

Au-delà de toute polémique, ce qui nous semble grave c'est que des libertaires attaquent le principe du contrôle syndical de l'embauche.

En effet, ce contrôle enlève au patronat une des armes essentielles du capitalisme contre les travailleurs, c'est-à-dire la concurrence que se font entre eux les ouvriers pour travailler. Au lieu de vendre individuellement leur force de travail contre un salaire, les travailleurs négocient son achat *collectivement* et ils modifient ainsi radicalement la nature du marché qu'ils subissent. Après la convention collective, le contrôle de l'embauche est le palier suivant des conquêtes que la classe ouvrière peut obtenir par son combat dans le cadre du système capitaliste. Il nous a permis d'unifier les salaires dans les entreprises, de supprimer quasiment les licenciements, d'empêcher l'irruption massive dans les métiers graphiques d'officines d'intérim, cette plaie de beaucoup d'industries.

Enfin, puisque nous sommes anarcho-syndicalistes, nous savons que pour le travailleur salarié, s'organiser avec ses camarades d'exploitation, c'est accroître sa force, c'est augmenter sa réelle liberté, c'est briser l'isolement, l'égoïsme que développe l'idéologie bourgeoise — le chacun pour soi et Dieu pour tous! Nous savons que nos camarades de la C.N.T. espagnole pratiquaient ce contrôle, systématiquement, partout où ils le pouvaient. Nous savons que les fondateurs de la C.G.T. — auxquels nous nous référons souvent (les Pelloutier, les Pouget, les Grif-fuelhes...) — constituaient toujours, lorsque la situation le permettait, des bureaux syndicaux de placement.

On a dit que les travailleurs de la presse refuseraient de faire entrer dans les ateliers de presse des camarades du labeur, pré-

férant répartir le gâteau entre moins de bouches. Disons tout de suite que la plupart des syndicats ou des sections sont formés d'ouvriers de la presse et du labeur. Les bureaux de placement sont partie intégrante des comités syndicaux et contrôlés sévèrement. Le passage en presse se fait par ancienneté syndicale; le camarade commentant son travail en labeur se porte — ou non — candidat pour la presse et y entre en fonction du nombre de places laissées vacantes par les départs à la retraite, les décès, l'augmentation de travail (autrefois!). Il y a eu des abus, c'est certain, mais dans quelle organisation n'y en a-t-il pas? Tout rentre dans l'ordre à un moment ou à un autre, et le plus souvent rapidement...

Enfin, et pour clore sur le contrôle de l'embauche, cette pratique valorise le syndicat, lui donne ce rôle de *groupement essentiel* dont parle un document que nous connaissons bien.

Ce que nous regrettons — et dénonçons — c'est l'aide apportée par une confédération ouvrière à l'un des patrons les plus réactionnaires de ce pays, Amaury, raciste, pro-Algérie française, pro-O.A.S., appuyé par les embryons de ce qui pourrait un jour constituer les chemises bleues de la réaction en France. Les travailleurs ont donné un nom — il y a bien longtemps — à ceux qui prenaient leur place lorsqu'ils étaient en lutte: ils les appelaient *jaunes*. Et quels que soient les motifs qu'on tente d'invoquer pour justifier cela, ce sont bien de jaunes qu'il s'agit à Chartres et à Saint-Ouen, de gars qui travaillent sous la protection des C.R.S. et de la milice d'Amaury! Ce que nous regrettons, c'est que nous ne parlions pas de cet aspect. Car, enfin, Poniatowski, l'U.D.R., les R.I. ont bien publiquement félicité cette confédération pour sa non-participation à la grève nationale du livre du 26 juin, et Defferre a quitté l'Assemblée nationale sous les applaudissements des mêmes parce que son journal avait paru ce jour-là. Pendant ce temps, les travailleurs du livre pratiquaient la plus authentique action directe sur les routes, la nuit, contre les éditions pirates du *Parisien libéré*, pourchassés par la police; ils bloquaient les rues de Saint-Ouen malgré les coups de matraque...

Au congrès de la C.G.T., à Ni-mes, le syndicat des correcteurs a voté contre le rapport moral

parce que la C.G.T. ne s'était pas associée aux obsèques de Pierre Overney, militant maoïste, tué par un gardien de chez Renault. On aurait aimé entendre les camarades libertaires qui militent à Force Ouvrière protester contre une alliance contre nature entre un syndicat ouvrier et un patron de cette trempe.

La Fédération française des travailleurs du livre n'est pas anarcho-syndicaliste, c'est vrai, mais elle conserve dans certains endroits des traditions d'action directe et des conceptions de classe, ce qui n'est déjà pas si mal. Conseiller aux travailleurs du livre de constituer des coopératives, dans le rapport des forces et la conjoncture actuelle, n'est pas réaliste. Nous pensons, modestement, que le rôle premier des libertaires est de partager la lutte des travailleurs, avant tout.

Nous pensons également — pour l'avoir hélas! constaté bien des fois — que l'anticommunisme viscéral est une passion dangereuse qui conduit parfois à certaines alliances contre nature. Combien, sous prétexte de lutter contre le «*communisme*», ont choisi de s'allier avec les pires ennemis de la classe ouvrière. (Ici, naturellement, ne sont pas visés les camarades libertaires avec lesquels nous sommes en discussion actuellement.)

Il ne faut pas que l'amour de la liberté nous fasse devenir des libéraux... Si le contrôle de l'embauche doit rester aux organisations syndicales, le monopole d'une organisation peut être discuté, entre organisations syndicales, en aucun cas avec les patrons. Force Ouvrière pouvait, comme l'a fait la C.F.D.T. — qui conteste le monopole de la C.G.T. — participer à la lutte des travailleurs du livre et demander l'ouverture de discussions. C'eût été une méthode digne des traditions ouvrières.

A. Devriendt,
J. Toublet.

(Ont approuvé ce texte, les camarades Faugerat, Gaidin, Girardin, Kottelanne, Porré, Puytorac, Stas, Phersant.)

(1) V. le *Monde Libéraire*, juillet 1975, no 214, et l'article de C. Kottelanne, dans ce même numéro, qui donne des précisions sur le conflit.

(2) Rappelons que Ehni, secrétaire de la Fédération française des travailleurs du livre était, avant la scission, membre de la tendance Force Ouvrière, et que les réunions de celle-ci se déroulaient très souvent au siège de la Fédération du Livre.

Depuis trent
vue «*Documen*
cialisée dans
questions allem
tous les doma
que, économiqu
elle se disting

LE C.A.

Devant la Sar
mois, tous les sar
jours la même co
sément réglée pa
chambre qui ne veu
vrir, mais qui se
M. Calisti, directe
son.

Dès leur arrivé
du C.A.P. sont inv
de trottoir sans
donné aucune
montré aucun te
cette demande. Ils
justement et, que
après, ils sont emb
te de police du l
sent de décliner
tant qu'on ne leu
les raisons de le
nous avons décliné
dits au commiss
parnasse où, ne rec
d'explications, ils
jours de décliner
et ils sont finalen
suivant l'humeur
sieurs, entre 17 et

Cela se passe dep
aussi nous en av
nous criions: «*Halte*
du Pouvoir!!!».

Par cette attitud
pouvoir porte la
de tous les incidents
de se produire d
Nous avons été en
maintenant c'est te

Nous pensons qu
non content d'int

TERRORISME ET ANARCHISME



Depuis trente ans, la revue « Documents » est spécialisée dans l'étude des questions allemandes et dans tous les domaines — politique, économique, littéraire — elle se distinguait par une do-

cumentation précise et objective. Le numéro spécial d'avril-juin 1975 ne brille malheureusement pas par les mêmes qualités... Sous le titre « *Terrorisme en Allemagne : dossier sur l'anarchie* »,

elle présente une étude de 107 pages, suivie d'une bibliographie de 50 pages, qui veut être un réquisitoire implacable contre le terrorisme en Allemagne. On y trouve, outre la liste détaillée de tous les attentats — petits ou grands —, une biographie de 12 « brigands » et de 20 « comparses », une justification des méthodes policières, un exposé des méthodes et de l'idéologie du terrorisme. Or, partout, l'auteur — ou les auteurs — de ce travail substituent le terme « anarchiste » à celui de « terroriste ». Il semble, à chaque page, que le terrorisme allemand est le fait des « anarchistes ». On ne parle que des « anarchistes de la R.A.F. » qu'on confond avec le mouvement du 2 juin. La célèbre bande « Baader-Meinhof » est formée « d'anarchistes ». L'auteur publie des fragments des manifestes de la R.A.F., mais feint d'ignorer les passages où la R.A.F. proclame son attachement au marxisme-léninisme et se réclame de Lénine et de Mao. La « Fraction de l'armée rouge » (R.A.F.) devient — bon gré, mal gré — enrôlée sous les plis du drapeau noir ! Le lecteur qui se fie à l'objectivité de la revue « Documents » sort de cette lecture persuadé que les anarchistes sont les seuls « brigands » et « exécutants » de tous les actes terroristes. « Documents » emboîte ainsi le pas à la presse allemande et française pour qui anarchiste et terroriste sont des termes identiques et qu'on emploie indifféremment !

Cependant le lecteur pourra faire une remarque singulière : s'il étudie de près l'énorme bibliographie (plus de 700 titres), classée par rubrique et consacrée à tout ce qui touche, de près ou de loin, aux idéologies révolutionnaires ou aux méthodes

terroristes, il cherchera évidemment la rubrique *anarchisme et violence*, espérant y trouver un nombre impressionnant d'ouvrages anarchistes et d'incitations au meurtre et à la violence. Or, il trouvera 15 titres, dont pas un seul des ouvrages sortis de la plume d'un militant de l'anarchisme. Ni Proudhon, ni Stirner, ni Bakounine, ni Laudauer, ni Most, ni Mühsom !!! Il s'agit de quelques ouvrages de critique ou de polémique et parmi lesquels je relève deux « antiquités » : Le péril anarchiste, de Dubois (1894) et Les anarchistes, de Lombrose (1895). Ainsi, après avoir déclaré, au cours d'une centaine de pages, que le terrorisme allemand était l'œuvre des anarchistes, on ne peut citer aucun texte d'inspiration anarchiste — ancienne ou contemporaine — permettant de justifier de telles affirmations. En revanche, la bibliographie abonde en œuvres de Lénine, Engels, Marcuse, Sartre ou en écrits des théoriciens des groupes gauchistes, et semble démentir formellement le sous-titre : « *Dossier sur l'anarchie* ».

L'auteur de cette étude — si soigneusement documentée — a certainement connu l'interview accordée, le 21 janvier 1975, par les prisonniers de la R.A.F. à la revue allemande bien connue « Spiegel ». Au cas — bien improbable — où ledit auteur ne lirait pas « Spiegel », il trouvera la traduction française de cette interview dans l'ouvrage paru récemment chez l'éditeur Christian Bourgois : « *A propos du procès Baader-Meinhof* ». A la question : vous rangez-vous au nombre des anarchistes ou des marxistes ?, la R.A.F. répond catégoriquement : des marxistes, et déclare s'inspirer de Lénine (L'Etat et la révolution) et du marxisme-

léninisme, la R.A.F. veut créer « *une avant-garde, un noyau politico-militaire* », pour se développer en « *parti révolutionnaire* » et « *prendre le pouvoir politique* ». A moins d'être de mauvaise foi — ou d'être un crétin — il est difficile de transformer en anarchistes des gens qui tiennent un tel langage.

Dans l'étude publiée par « Documents », on reproduit des allocutions prononcées le 25 avril 1975 au Bundestag, par le chancelier Schmidt et le leader du C.D.U. Carsteus, après l'attentat de Stockholm. Ces personnages officiels parlent de terroristes, de bandits, de malfaiteurs et sont simplement muets sur « *les idéologies* ». A peine usent-ils incidemment du terme « anarchiste », mais jamais ils ne font allusion à la profession de foi marxiste-léniniste maintes fois affirmée par la R.A.F. Et voilà bien la clé du mystère ! Surtout ne pas toucher au marxisme ou au léninisme, ne pas risquer de choquer les maîtres du Kremlin dispensateurs de contrats de commerce et devant qui les gouvernements occidentaux sont à plat ventre. Les régimes marxistes-léninistes ne sont-ils pas des régimes forts, garants d'un ordre impitoyable et assurant la stricte discipline de la plèbe ? Non, la R.A.F. ne peut être marxiste-léniniste ! Donc, elle est anarchiste et il faut persuader la foule de cette vérité première : il est impensable que Baader et Brejnev se réclament d'un même père spirituel. On ne saurait trop dénoncer cette hypocrisie intéressée qui consiste à jeter un voile pudique sur tout ce qui pourrait porter atteinte aux individus qui oppriment des peuples entiers au nom de Marx et de Lénine.

BARRUE.

LE C.A.P. COMMUNIQUE :

Devant la Santé depuis des mois, tous les samedis, c'est toujours la même comédie, soigneusement réglée par un chef d'orchestre qui ne veut pas se découvrir, mais qui semble bien être M. Calisti, directeur de cette prison.

Dès leur arrivée, les vendeurs du C.A.P. sont invités à changer de trottoir sans qu'il leur soit donné aucune explication ni montré aucun texte justifiant cette demande. Ils refusent donc justement et, quelques instants après, ils sont embarqués au poste de police du 14^e où ils refusent de décliner leurs identités tant qu'on ne leur donnera pas les raisons de leurs interpellations illégales. Ils sont alors conduits au commissariat de Montparnasse où, ne recevant pas plus d'explications, ils refusent toujours de décliner leurs identités et ils sont finalement relâchés, suivant l'humeur de ces messieurs, entre 17 et 19 heures.

Cela se passe depuis des mois, aussi nous en avons assez et nous crions : « Halte à la violence du Pouvoir !!! ».

Par cette attitude stupide le pouvoir porte la responsabilité de tous les incidents qui risquent de se produire dans l'avenir. Nous avons été assez patients, maintenant c'est terminé.

Nous pensons que M. Galisti, non content d'interdire notre

journal à l'intérieur de la prison, contrairement à la réforme, veut nous empêcher d'informer devant ses portes, ne craignant pas ainsi de violer les règlements sur le colportage.

Dans un premier temps nous avons écrit à M. Galisti pour lui demander rendez-vous afin de connaître ses raisons d'agir ainsi et de tenter de faire cesser pacifiquement cette attitude stupidement violente. En cas de non réponse nous considérerons nos suppositions comme exactes et, dans cette éventualité, nous demandons à tous nos amis de se mobiliser pour la défense de la libre information.

Que tous ceux qui se sentent concernés et désirent participer à l'organisation de ces actions nous écrivent ou nous rendent visite. Nous lançons un appel à tous les groupes, partis politiques et syndicats, qui estiment que la liberté d'information doit entrer dans les faits, à se joindre à nous afin de mener la bataille pour la libre diffusion du C.A.P. même et surtout devant les prisons où se trouvent les premiers concernés par notre journal, à savoir, les familles de détenus.

Nous demandons à toute la presse libre de nous soutenir dans ce combat ; la liberté d'information c'est aussi votre problème !

LE C.A.P.

PORTUGAL :

point d'interrogation !

« Pour les travailleurs au Portugal, on insiste sur la bataille de la production qu'il faut engager ! Si les militaires ont la prétention d'être « révolutionnaires » et d'être différents, en tant que classe privilégiée des patrons, des bureaucrates, des partis et des syndicats, s'ils ont la prétention de faire la révolution socialiste aidant par là au dépassement de la crise actuelle, ils n'ont dans ce cas qu'une chose à faire : retirer leurs uniformes et leurs galons, mettre un bleu de travail et aller travailler dans les usines ou dans les champs, participer réellement à la production nécessaire à la vie de la société, en bénéficiant des mêmes conditions et des mêmes traitements que tous les autres travailleurs.

C'est alors qu'il y aura une identification réelle entre leurs intérêts et les intérêts révolutionnaires des travailleurs et l'armée dite populaire n'aura plus de raisons d'exister. Dans l'immédiat les Forces Armées, le M.F.A. avec le reste de la bureaucratie et l'appareil d'Etat et la bureaucratie des partis constituent le plus grand secteur parasitaire de l'économie.

Un groupe de travailleurs nés au Portugal et actuellement exploités en France.

Lorsque l'avion après avoir survolé les plateaux du Léon franchit la frontière qui sépare l'Espagne du Portugal le paysage change, il devient tourmenté et sur le flanc des collines qui se prolongent vers l'Estramadure les parcelles multiples dégoûtent vers les grandes plaines qui enserrant Lisbonne la capitale. Et le voyageur peut saisir d'un seul regard la complexité de ce pays partagé entre la petite propriété extraordinairement morcelée à la population dense et les vastes propriétés parsemées de gros bourgs qui s'étendent vers le sud du Tage où s'entassent des ouvriers agricoles souvent illettrés qui vivent une vie végétative comparable à celle que mènent nos paysans il y a un siècle.

Coincée entre l'Espagne et les océans, toute la vie du royaume historique fut tournée vers la mer jusqu'à l'époque récente où les vagues de nationalisme secouèrent et firent voler en éclats les empires coloniaux. C'est pendant la quinzaine d'années agitées où ce pays vécut sous un régime républicain que se développera un mouvement syndicaliste de caractère révolutionnaire qui arrachera le droit de grève (1916-1926). Puis ce fut la grande aventure d'un fascisme à caractère corporatif dominé par Salazar plus proche de Mussolini que d'Hitler. La guerre civile d'Espagne ne parviendra pas à entamer l'inertie d'une population en grosse majorité paysanne comptant quarante pour cent d'illettrés, ne possédant pas de bourgeoisie moyenne, dont la classe dirigeante vit encore sur le grand rêve impérial lequel, au cours du siècle dernier a apporté plus de déboires que d'avantages tangibles, malgré le prestige international que procure ces aventures coloniales.

L'économie de ce pays est précaire. Gérant l'Etat comme un bourgeois conservateur gère son patrimoine, avec parcimonie et plus préoccupé à remplir son bas de laine ou sa lessiveuse qu'à investir dans les industries modernes, Salazar parvint à maintenir dans le pays une classe dirigeante cossue qui tirait ses rentes d'un travail d'une paysannerie miséreuse et d'un prolétariat parmi les plus pauvres et le moins développé de l'Europe. Au Portugal sauf dans le Nord les terres sont arides et se prêtent mal à une pluri-culture à gros rendement. Les méthodes de travail restent ancestrales et le matériel insuffisant. De tous temps le pays dut importer une partie de sa nourriture de l'extérieur dans l'indifférence des gouvernements qui combaient le déficit de la balance commerciale avec les bénéfices que lui procurait l'exploitation d'un vaste empire colonial. Cependant le choc entre les importations alimentaires et les

« richesses » de l'empire ne pouvait profiter qu'à la classe riche qui investissait uniquement dans le commerce avec les Indes, le Brésil, voire dans les industries maritimes, la pêche, ce qui contribuait à maintenir la population de l'intérieur dans la misère et dans l'ignorance. L'industrie constituée à partir du début du siècle ne se développera que lentement, grâce à des capitaux étrangers surtout intéressés par les exploitations minières rendues fructueuses grâce à la main-d'œuvre à bon marché et en dehors de l'industrie du textile le pays sera obligé de se procurer également à l'extérieur de nombreux objets manufacturés.

Et c'est dans ce monde resté en marge bien que déjà secoué par des complots militaires, ceux du général Delgado ou du capitaine Calvão, qu'une révolution singulière conduite par des officiers de l'armée coloniale va éclater.

Ces « révolutions » conduites par des militaires, devant des foules ébahies, qui contemplent leur déroulement comme on contemple un spectacle, se contentent d'applaudir aux scènes les mieux construites ou de verser une larme aux moments les plus tragiques, sont des cadeaux empoisonnés faits par le destin aux peuples trop faibles pour assumer leur avenir !

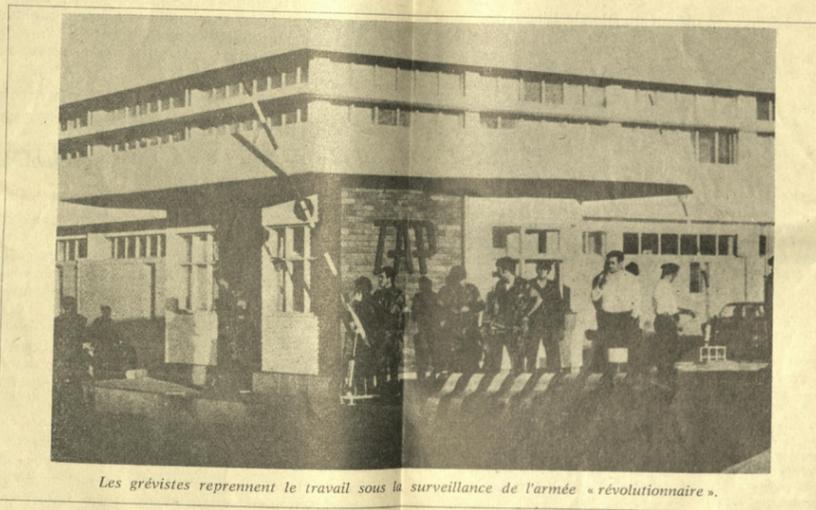
Sous le règne de Salazar si la dictature fut paternelle, la résistance fut faible. Je sais les peuples n'aiment pas qu'on mette en cause l'héroïsme collectif ! Disons pour ne fâcher personne que les politiciens libéraux fronderont le régime avec discrétion que les socialistes partageront leur temps entre la prison et l'exil, et que les communistes s'organiseront avec une méthode qui a fait ses preuves, plus en prévision de l'avenir que pour jouer les « Don Quichotte révolutionnaires ». Et le reste du pays attendit le miracle ! Le miracle vint porté par le vent chaud des mers du Sud qui au cours de l'histoire du Portugal avait drainé des épices, de l'or, des minerais précieux et qui aujourd'hui déversaient sur les quais, qui avaient vu tant d'aventuriers s'embarquer pour explorer le monde, des militaires qui se réclamaient du socialisme, et pas de n'importe quel socialisme. D'un socialisme dur et pur qui rejetait les miasmes parlementaires comme la dictature stalinienne ! Ce fut du délire. Jamais, je crois, nulle part le militaire fut porté à un si haut degré de respect et d'amour ! Je me revois entouré de quelques amis qui m'expliquaient que « leurs militaires à eux n'étaient pas comme les autres ». Que les durs combats d'Afrique, que les rapports qu'ils avaient eu avec les nationalistes insurgés les avaient mûris, transformés, convertis... !

Nous avions nous aussi connu ces officiers de l'Armée d'Afrique rêvant à un populisme militaire teinté d'un socialisme de convention. Nous savions bien que l'homme disparaît dans son milieu et que quelles que soient les qualités des hommes les nécessités du milieu les reprennent aux instants décisifs de l'histoire. Les clans révolutionnaires avec lesquels les militaires portugais avaient pris contact en Afrique n'avaient rien de pur, rien de neuf. Contaminés par le nationalisme, par le marxisme, par l'ordre, quelle que soit l'idéologie de circonstance dont ils se réclamaient ils avaient les yeux fixés sur l'Europe en rêvant d'introduire chez eux toute la pouillerie intellectuelle et politique qui a pourri le vieux pays de la civilisation occidentale. Le rêve des militaires avait un relent qui venait d'Amérique du Sud où leurs collègues, sous des étiquettes diverses, ont pris le relais d'une bourgeoisie usée jusqu'à la corde et incapable de résister aux rudes coups des guérilleros. Foutaise !

Les semaines ont passé, l'unité de façade de l'armée a éclaté sous les coups des politiciens pressés de s'approprier le pouvoir. Mais déjà chez les officiers un raidissement qui, lorsqu'ils auront trouvé l'homme susceptible de les rassembler et de rétablir parmi eux la discipline, les conduira vers un populisme militaire

qui dans notre époque semble être la carte que jouent les puissances d'argent pour imposer un ordre qui sauvegarde leurs privilèges.

A l'ombre de l'armée portugaise les partis politiques se sont organisés en copiant les structures des partis politiques classiques qui sévissent dans les démocraties occidentales. Parti de droite, cléricale, conservateur ! Parti du centre, construit pour naviguer entre les courants dans les eaux parlementaires ! Parti socialiste, refuge de la petite-bourgeoisie anticléricale et républicaine.



Les grévistes reprennent le travail sous la surveillance de l'armée « révolutionnaire ».

Parti communiste plus stalinien que nature. Si l'on voulait déceler dans cet éventail politique classique une innovation qui caractérise l'évolution qui secoue le monde contemporain, on la trouverait dans l'importance des groupes gauchistes et maoïstes qui dans ce pays représentent une force sérieuse et qui si ces groupes réussissaient à se fédérer, pourrait devenir décisive.

Après s'être reconstruits à l'ombre des militaires qui cependant les maintenaient à distance, ces partis grâce aux jeux parlementaires réintroduits dans le pays essayent aujourd'hui de noyauter l'armée, d'y constituer des clans à leur dévotion. Ils ont en partie réussi et depuis deux mois l'image que le peuple se faisait de l'armée s'est ternie sans d'ailleurs que l'emprise politique sur le peuple se soit réellement renforcée. Le jeu peut être dangereux et aboutir à un affrontement tragique. Mais les partis ne peuvent pas faire autrement car ils n'ont pas réussi à s'introduire profondément dans le peuple. Ils sont plaqués et non pas fondus dans la population dont la vie se déroule, même lorsqu'elle prend des initiatives, en marge de la classe politique. Le résultat des dernières élections peut prêter à la confusion. La population a voté en masse, pour affirmer l'authenticité de sa liberté retrouvée, pour des idées générales sur la liberté, sur la démocratie, sur le socialisme incarnés surtout à ses yeux par l'armée dont les partis ne constituaient que le support. Les suffrages recueillis par telle ou telle formation, en dehors de ceux recueillis par les communistes, ne signifient pas

grand-chose sinon à confirmer les courants traditionnels qui faute de mieux se sont rassemblés derrière des étiquettes sans grande signification.

Ce schéma de la vie politique au Portugal, que je crois correct, ne signifie pas que le peuple ne se sente pas concerné par la révolution. Le peuple a reçu comme un coup de fouet la liberté qu'on venait de lui octroyer sans qu'il ait fait beaucoup d'efforts pour la conquérir, et c'est alors que dans ce pays une véritable révolution s'est mise en marche. Cette révolution ne devait rien sinon des mots, aux doctrines que professaient les différents partis politiques qui se reconstituaient, ne devait rien aux militaires qui avaient fait la révolution, elle ne devait rien aux gauchistes même si elle emprun-

communiste même si le raidissement de l'Eglise, qui n'est pas niable, a pu être un facteur de mobilisation de la paysannerie, l'élément principal a été la crainte d'une collectivisation des terres à l'image de ce qui s'était passé dans le sud du pays.

C'est Bakounine qui, dans une page célèbre nous a expliqué le danger de vouloir spolier le petit propriétaire de la terre qu'il exploite lui-même. Et Bakounine nous disait que la propriété de cette terre n'avait qu'une importance relative, que ce qui était important c'était de mettre en commun les ressources qui permettaient de travailler, de mettre en commun les bénéfices de cette exploitation de type coopératif, que vouloir retirer sa terre au petit paysan lui conduisait immanquablement vers la réaction. C'est ce qui s'est produit dans le nord du Portugal où les paysans ont eu peur de se voir dépossédés de leur terre et réduits à l'état d'ouvriers agricoles sous le contrôle, non plus du gros propriétaire capitaliste, mais d'un appareil qui sous une phraséologie différente posséderait les mêmes pouvoirs et les mêmes privilèges. Et ce qui se passe au sud du pays où les vastes propriétés sont transformées en fermes collectives n'est pas pour les rassurer !

Les regroupements coopératifs à l'échelle d'une entreprise, d'une commune, d'une exploitation agricole sont la véritable richesse de la révolution, et c'est là que le mouvement anarchiste portugais doit porter son principal effort.

C'est dans ce contexte économique et social, qu'il est indispensable de bien connaître, que le mouvement anarchiste portugais se reconstitue lentement. Et même si ce climat que j'ai essayé de décrire peut paraître favorable, sa tâche est difficile ! Le mouvement anarchiste portugais n'a jamais eu dans le pays une influence comparable à celle du mouvement anarchiste en Espagne. Il a bien existé, avant l'instauration de la dictature de Salazar un courant anarcho-syndicaliste similaire à celui de l'Espagne qui marqua fortement la C.G.T., l'organisation syndicale portugaise de cette époque lointaine, et qui réussit à édifier un quotidien, mais au début de ce siècle les conditions d'édition étaient bien différentes de celles que nous connaissons aujourd'hui ! Le fascisme devait laminer ce mouvement ouvrier et ce fut le silence que la guerre d'Espagne ne parvint pas à rompre de façon convaincante. Par contre, et contrairement au courant syndicaliste, le mouvement anarchiste n'a pas de racines profondes dans le pays. A l'échelon national il n'existe pratiquement pas en ce sens qu'il ne fut rien d'autre qu'un rameau de la fédération anarchiste ibérique dominé par l'anarchisme espagnol. Situation qui peut paraître exemplaire au point de vue internationaliste, c'est-à-dire au point de vue du rassemblement des travailleurs par-dessus les frontières, mais qui ignore l'identité d'un peuple, sa culture, ses traditions, ses us et coutumes, l'esprit en un mot son originalité et qui par conséquent rompt avec l'esprit fédéraliste dont l'anarchisme se réclame.

Aujourd'hui les anarchistes portugais se sont regroupés autour d'un journal « A Batalha », qui paraît tous les quinze jours. C'est un journal sérieux, solidement documenté dont l'audience dans le pays dépasse l'importance du mouvement dont il est le porte-parole. Il est dirigé par de vieux militants dont la qualité est indiscutable et qui sont étroitement liés au mouvement anarchiste espagnol en exil. Trop peu-être, pour les raisons que j'ai expliquées plus haut !

Autour de ce journal se sont constitués des groupes autonomes formés par de jeunes étudiants. Ce sont eux qui sont l'espoir d'un mouvement anarchiste solide susceptible de jouer un rôle au cours des événements qui aujourd'hui se précisent. Malheureusement il n'y a pas encore de jeunes ouvriers parmi eux et c'est dommage car dans l'intersyndicale qui sous des poussées

divergentes se disloque il y aurait un rôle important à jouer pour des syndicalistes révolutionnaires à juste titre où la tradition et l'histoire se rejoignent et offrent un champ favorable à l'anarcho-syndicalisme.

Ces groupes de jeunes anarchistes sont restés dans l'autonomie ! C'est une position inconfortable. Si on comprend qu'ils soient à la recherche de solutions tactiques qui s'inscrivent dans le courant de l'évolution du Portugal, il est certain qu'il leur faudra créer des liens solides qui harmonisent leurs actions sur le plan national comme sur le plan international. Problèmes difficiles mais qu'ils peuvent et doivent résoudre rapidement. Ils en sont conscients et ils se livrent à un travail intellectuel qui s'avérera payant. En ce moment ils traduisent et publient en brochures des textes essentiels de nos auteurs classiques et en particulier ceux de Malatesta, ce qui est un choix judicieux. Mais il faudra qu'ils évitent l'écueil qui est trop souvent celui de nos milieux et qui consiste à copier des événements de l'histoire. Ceux-ci ont une valeur éducative incomparable, à la condition qu'on les dépasse et qu'on inscrive leurs leçons dans l'évolution des sociétés, et ses principes, qui restent inaliénables, doivent s'inscrire dans un monde nouveau à partir des analyses d'une situation moderne qui détermine des tactiques et des stratégies qui ne sont pas forcément celles qu'utilisèrent nos anciens dans un contexte différent.

Un travail sérieux dans cette direction pourrait être payant car le lent et irréversible mouvement des masses populaires les plus défavorisées vers des situations coopératives et autogestionnaires va dans le sens d'un socialisme tel que le définissait Proudhon et ensuite Bakounine. Même si ce mouvement semble parallèle aux solutions proposées par les gauchistes et use du même langage, le front révolutionnaire, pas plus que les partis classiques de la gauche, n'a prise sur lui. D'instincts les paysans repoussent le centralisme marxiste.

C'est la meilleure carte à jouer pour que les jeunes militants anarchistes à Lisbonne essayent de relancer le mouvement libertaire.

Lorsqu'on envisage l'avenir du mouvement révolutionnaire au Portugal un immense point d'interrogation se pose. Ces dernières semaines la situation a évolué de façon parfois déconcertante. Le recul des communistes, l'établissement d'un parlementarisme désagrégeur, mais qui permet une certaine facilité pour s'exprimer, ne doit pas masquer le danger réel qui subsiste et qui est un raidissement de l'armée qui s'orienterait vers un populisme de caractère bonapartiste et qui, pour un temps au moins, aurait le soutien du parti communiste portugais, le parti le plus stalinien d'Europe occidentale. Celui-ci, à la recherche d'une revanche, fournirait alors aux militaires cette caution de gauche qui permet le ralliement de tous les intellectuels petits-bourgeois dont le cœur a toujours balancé entre la faucille et le grand sabre.

Oui, ce pays qui se cherche pose à tous un point d'interrogation, mais d'abord aux anarchistes qui doivent déterminer une solution socialiste et libertaire qui tienne compte d'un monde qui se crée sous leurs yeux, en marge des partis politiques, et auquel ils doivent fournir une réponse théorique aux questions qu'il se pose.

L'anarchisme le peut ! Je prétends qu'il est seul à le pouvoir car il est le socialisme qui repousse le dogme, l'autorité des appareils envahissants et qui peut, comme nos camarades portugais résidant en France, dire aux militaires, aux curés, aux politiciens de tout calibre : « Si vous voulez aider la révolution socialiste, mettez-vous en bleu de travail et allez à l'usine ou dans les champs participer à la production nécessaire à la vie ».

Maurice JOYEUX.

LE COMMUNISME ANARCHISTE

(tiré de la "Conquête du Pain"
de Pierre Kropotkine).

...Toute société qui aura rompu avec la propriété privée sera forcée, selon nous, de s'organiser en communisme anarchiste. L'anarchie mène au communisme, et le communisme à l'anarchie, l'un et l'autre n'étant que l'expression de la tendance prédominante des sociétés modernes, la recherche de l'égalité.

Il fut un temps où une famille de paysans pouvait considérer le blé qu'elle faisait pousser et les habits de laine tissés dans la chaudière comme des produits de son propre travail. Même alors, cette manière de voir n'était pas tout à fait correcte. Il y avait des routes et des ponts faits en commun, des marais asséchés par un travail collectif et des pâturages communaux enclos de haies que tous entretenaient. Une amélioration dans les métiers à tisser, ou dans les modes de teinture des tissus, profitait à tous ; à cette époque, une famille de paysans ne pouvait vivre qu'à condition de trouver appui, en mille occasions, dans le village, la commune.

Mais aujourd'hui, dans cet état de l'industrie où tout s'entrelace et se tient, où chaque branche de la production se sert de toutes les autres, la prétention de donner une origine individualiste aux produits est absolument insoutenable. Si les industries textiles ou la métallurgie ont atteint une étonnante perfection dans les pays civilisés, elles le doivent au développement simultané de mille autres industries, grandes et petites ; elles le doivent à l'extension du réseau ferré, à la navigation transatlantique, à l'adresse de millions de travailleurs, à un certain degré de culture générale de toute la classe ouvrière, à des travaux, enfin, exécutés de l'un à l'autre bout du monde...

...Comment vouloir estimer la part qui revient à chacun, des richesses que nous contribuons tous à accumuler ?

En nous plaçant à ce point de vue général, synthétique, de la production, nous ne pouvons pas admettre avec les collectivistes, qu'une rémunération proportionnelle aux heures de travail fournies par chacun à la production des richesses puisse être un idéal, ou même un pas en avant vers cet idéal. Sans discuter ici si réellement la valeur d'échange des marchandises est mesurée dans la société actuelle par la quantité de travail nécessaire

pour les produire (ainsi que l'ont affirmé Smith et Ricardo, dont Marx a repris la tradition), il nous suffira de dire, quitte à y revenir plus tard, que l'idéal collectiviste nous paraît irréalisable dans une société qui considérerait les instruments de production comme un patrimoine commun. Basée sur ce principe, elle se verrait forcée d'abandonner sur-le-champ toute forme de salariat.

Nous sommes persuadés que l'individualisme mitigé du système collectiviste ne pourrait exister à côté du communisme partiel de la possession par tous du sol et des instruments de travail. Une nouvelle forme de possession demande une nouvelle forme de rétribution. Une nouvelle forme de production ne pourrait maintenir l'ancienne forme de consommation, comme elle ne pourrait s'accommoder aux anciennes formes d'organisation politique.

Le salariat est né de l'appropriation personnelle du sol et des instruments de production par quelques-uns. C'était la condition nécessaire pour le développement de la production capitaliste : il mourra avec elle, lors même que l'on chercherait à le déguiser sous forme de « bons de travail ». La possession commune des instruments de travail amènera nécessairement la jouissance en commun des fruits du labeur commun.

Nous maintenons, en outre, que le communisme est non seulement désirable, mais que les sociétés actuelles, fondées sur l'individualisme, sont même *forcées continuellement de marcher vers le communisme*.

Le développement de l'individualisme pendant les trois derniers siècles s'explique surtout par les efforts de l'homme voulant se prémunir contre les pouvoirs du capital et de l'Etat. Il a cru un moment et ceux qui formulaient pour lui sa pensée ont préché qu'il pouvait s'affranchir entièrement de l'Etat et de la société. « Moyennant l'argent, disait-il, je peux acheter tout ce dont j'aurai besoin. » Mais l'individu a fait fausse route, et l'histoire moderne le ramène à reconnaître que sans le concours de tous, il ne peut rien, même avec ses coffre-forts remplis d'or.

En effet, à côté de ce courant individualiste, nous voyons dans toute l'histoire moderne la tendance

d'une part, à retenir ce qui reste du communisme partiel de l'antiquité, et d'autre part, à rétablir le principe communiste dans mille et mille manifestations de la vie.

Dès que les communes des X^e, XI^e et XII^e siècles eurent réussi à s'émanciper du seigneur laïque ou religieux, elles donnèrent immédiatement une grande extension au travail en commun, à la consommation en commun...

...Tout cela a disparu. Mais la commune rurale lutte encore pour maintenir les derniers vestiges de ce communisme, et elle y réussit, tant que l'Etat ne vient pas jeter son glaive pesant dans la balance.

En même temps, de nouvelles organisations basées sur le même principe : à *chacun selon ses besoins*, surgissent sous mille aspects divers ; car, sans une certaine dose de communisme les sociétés actuelles ne sauraient vivre. Malgré le tour étroitement égoïste donné aux esprits par la production marchande, la tendance communiste se révèle à chaque instant et pénètre dans nos relations sous toutes les formes.

Le pont, dont le passage était payé autrefois par les passants, est devenu monument public. La route pavée, que l'on payait jadis à tant la lieue, n'existe plus qu'en Orient. Les musées, les bibliothèques libres, les écoles gratuites, les repas communs des enfants ; les parcs et les jardins ouverts à tous ; les rues pavées et éclairées, libres à tout le monde ; l'eau envoyée à domicile avec tendance générale à ne pas tenir compte de la quantité consommée, — autant d'institutions fondées sur le principe : « Prenez ce qu'il vous faut ».

Les tramways et les voies ferrées introduisent déjà le billet d'abonnement mensuel ou annuel, sans tenir compte du nombre des voyages ; et récemment, toute une nation, la Hongrie, a introduit sur son réseau de chemins de fer le billet par zones, qui permet de parcourir cinq cents ou mille kilomètres pour le même prix. Il n'y a pas loin de là au prix uniforme, comme celui du service postal. Dans toutes ces innovations et mille autres, la tendance est de ne pas mesurer la consommation. Un tel veut parcourir mille lieues et tel autre cinq cents seulement. Ce sont là des besoins personnels, et il n'y a aucune raison de faire payer l'un

PIERRE KROPOTKINE

LA CONQUÊTE DU PAIN

Préface d'Elisée Reclus



Editions du Monde Libertaire

Ce classique ne coûte que 21 francs.

deux fois plus que l'autre parce qu'il est deux fois plus intense. Voilà les phénomènes qui se montrent jusque dans nos sociétés individualistes.

La tendance, si faible soit-elle encore, est en outre de placer les besoins de l'individu au-dessus de l'évaluation des services qu'il a rendus, ou qu'il rendra un jour à la société. On arrive à considérer la société comme un tout, dont chaque partie est si intimement liée aux autres, que le service rendu à tel individu est un service rendu à tous.

Quand vous allez dans une bibliothèque publique, — pas la Bibliothèque nationale de Paris, par exemple, mais disons celle de Londres ou de Berlin — le bibliothécaire ne vous demande pas quels services vous avez rendus à la société pour vous donner le bouquin, ou les cinquante bouquins que vous lui réclamez, et il vous aide au besoin si vous ne savez pas le trouver dans le catalogue. Moyennant un droit d'entrée uniforme — et très souvent c'est une contribution en travail que l'on préfère — la société scientifique ouvre ses musées, ses jardins, sa bibliothèque, ses laboratoires, ses fêtes annuelles, à chacun de ses membres, qu'il soit un Darwin ou un simple amateur...

...De même, les marins d'un bateau de sauvetage ne demandent pas leurs titres aux matelots d'un navire qui sombre ; ils lancent l'embarcation, risquent leur vie dans les lames furibondes, et périssent quelquefois, pour sauver des hommes qu'ils ne connaissent même pas. Et pourquoi les connaîtraient-ils ? On a besoin de nos services ; il y a là des êtres humains — cela suffit, leur droit est établi. — Sauvons-les !

Voilà la tendance, éminemment communiste, qui se fait jour partout, sous tous les aspects possibles, au sein même de nos sociétés qui préchent l'individualisme.

Et que demain, une de nos gran-

des cités, si égoïstes en temps ordinaire, soit visitée par une calamité quelconque — celle d'un siège, par exemple — cette même cité décidera que les premiers besoins à satisfaire sont ceux des enfants et des vieillards ; sans s'informer des services qu'ils ont rendus ou rendront à la société, il faut d'abord les nourrir, prendre soin des combattants, indépendamment de la bravoure ou de l'intelligence dont chacun d'eux aura fait preuve, et, par milliers, femmes et hommes rivaliseront d'abnégation pour soigner les blessés.

La tendance existe. Elle s'accroît dès que les besoins les plus impérieux de chacun sont satisfaits, à mesure que la force productrice de l'humanité augmente ; elle s'accroît encore plus chaque fois qu'une grande idée vient prendre la place des préoccupations mesquines de notre vie quotidienne.

Comment donc douter que, le jour où les instruments de production seraient remis à tous, où l'on ferait la besogne en commun, et le travail, recouvrant cette fois la place d'honneur dans la société, produirait bien plus qu'il ne faut pour tous — comment douter qu'alors, cette tendance (déjà si puissante) n'élargisse sa sphère d'action jusqu'à devenir le principe même de la vie sociale ?

D'après ces indices, et réfléchissant, en outre, au côté pratique de l'expropriation dont nous allons parler dans les chapitres suivants, nous sommes d'avis que notre première obligation, quand la révolution aura brisé la force qui maintient le système actuel, sera de réaliser immédiatement le communisme.

Mais notre communisme n'est ni celui des phalanstériens, ni celui des théoriciens autoritaires allemands. C'est le communisme anarchiste, le communisme sans gouvernement, — celui des hommes libres. C'est la synthèse des deux buts poursuivis par l'humanité à travers les âges : la liberté économique et la liberté politique...

Les types d'org...
que nous connais...
les pays capitalis...
ment socialistes...
dépassés par le...
techniques, par l'a...
tion, par l'évoluti...
plus en plus égalit...

La contradiction...
l'humanité est rich...
rendu inutile ou d...
périaliste de ceux...
quelconque. Nous...
humaines de la sci...
d'hui capables de...
souffrance et du tr...
de la production...
évolué dans cette

Déjà à la fin du...
geait cette idée q...
que riche pour su...
soins de l'humanit...
pauvre naguère, a...
la répartition est...
duel et à la conc...
(In *Evolution et Ra...
et la technique*, el...
inefficace, dans u...
par les compétiti...
qui désirent affer...
d'Etat, patrons, c...
sorte, qui exploit...
laisser enfermer c...
extension, sa force...
en échange leur fo...

C'est ainsi que...
d'ailleurs des rich...
son travail, reste...
des nations impéri...
profit et de marche...
races orgueilleuses.

Tous ces groupes...
gion, la société mu...
rieures) fondent leu...
indéfinie de leur r...
dire sur la mental...

Mais on s'aperçoi...
tion impérialiste...
peuvent aboutir qu...
tement des Etats d...
course à la mort...
livré aux combats...
sont les groupes so...
Races, Entreprises...
ces groupes reflète...
compétitive des r...
subordonnés, puis...

La contradiction...
que le progrès du s...
rielles pourraient...
compétition et de...
sible cette délivra...
armements permet...
de millions de log...
délivrance matéri...
d'hui par notre p...
peut se répandre, s...
une société de coop...
taire, et dans une...
fédération mondial...
jour, écrit Stirner...
coopération est pl...
p. 137). Mais aujour...
une société pour l'in...
de la survie de l'es...
contre l'homme po...
la compétition univ...
ment à se détruire.

COOPERATION...
où se jaugent aujo...
humaine et de la v...

UN NOUVEL ESPRIT REVOLUTIONNAIRE

(Essai de contribution à une vision libertaire de l'histoire)

Les types d'organisation autoritaire et compétitive que nous connaissons aujourd'hui dans le monde (dans les pays capitalistes et dans ceux qui se disent faussement socialistes) sont complètement vétustes. Ils sont dépassés par le niveau général de la science et des techniques, par l'accélération des rythmes de la production, par l'évolution des consciences et des mœurs, de plus en plus égalitaires et libertaires.

La contradiction majeure de notre époque, c'est que l'humanité est riche d'un Savoir immense, mais qui est rendu inutile ou dangereux par la folie égotiste et impérialiste de ceux qui possèdent le privilège d'un pouvoir quelconque. Nous voulons dire que les possibilités humaines de la science et des techniques seraient aujourd'hui capables de délivrer l'homme des servitudes de la souffrance et du travail forcé, mais que ni l'organisation de la production, ni l'organisation dite politique, n'ont évolué dans cette direction libératrice.

Déjà à la fin du siècle dernier, Elisée Reclus partageait cette idée que « la terre est dès maintenant plus que riche pour subvenir abondamment à tous les besoins de l'humanité... L'humanité souffrante, se croyant pauvre naguère, a découvert sa richesse infinie... Mais la répartition est actuellement livrée au caprice individuel et à la concurrence effrénée des spéculateurs... » (In *Evolution et Révolution*). Cette richesse par le savoir et la technique, elle reste donc aujourd'hui inexploitée, inefficace, dans une société universellement bloquée par les compétitions et les combats où l'entraînent ceux qui désirent affermir et développer leur Pouvoir : chefs d'Etat, patrons, chefs spirituels, dirigeants de toute sorte, qui exploitent la tendance des hommes à se laisser enfermer dans le Groupe clos, partageant son extension, sa force, son nom, mais devant lui donner en échange leur foi, leur obéissance, et souvent leur vie.

C'est ainsi que l'humanité, au lieu de profiter solidairement des richesses immenses de son savoir et de son travail, reste aujourd'hui étranglée dans le conflit des nations impérialistes, des entreprises en quête de profit et de marchés, des Etats avides de puissance, des races orgueilleuses, des partis affamés de pouvoir.

Tous ces groupes clos (sans oublier la famille, la religion, la société multinationale, l'Armée, les classes supérieures) fondent leur action sur le désir d'une expansion indéfinie de leur richesse ou de leur puissance, c'est-à-dire sur la mentalité impérialiste.

Mais on s'aperçoit aujourd'hui que ce genre de compétition impérialiste, et la mentalité expansionniste, ne peuvent aboutir qu'à un désastre — soit par un affrontement des Etats dans un conflit génocidaire, soit par la course à la mort de l'espèce, dans un milieu naturel livré aux combats mortels des rapaces insatiables que sont les groupes sociaux déjà énumérés : Etats, Religions, Races, Entreprises, Familles, Partis... En réalité, tous ces groupes reflètent une même conception autoritaire et compétitive des relations humaines — avec chefs et subordonnés, puissants et faibles, riches et pauvres...

La contradiction où notre époque se débat, c'est que le progrès du savoir et d'immenses possibilités matérielles pourraient nous délivrer, mais la société de compétition et de division où nous vivons rend impossible cette délivrance (les seules dépenses gâchées en armements permettraient de construire des centaines de millions de logements à travers le monde). Notre délivrance matérielle, elle pourrait être assurée aujourd'hui par notre puissance matérielle. Mais celle-ci ne peut se répandre, s'amplifier et servir à tous que dans une société de coopération, dans un système social égalitaire, et dans une communauté de peuples réunis en fédération mondiale. « La concurrence disparaîtra un jour, écrit Stirner, parce qu'on aura compris que la coopération est plus utile que l'isolement. » (Seghers, p. 137). Mais aujourd'hui, la coopération n'est plus seulement utile pour l'individu, elle est devenue la condition de la survie de l'espèce. Le progrès du savoir se retourne contre l'homme pour le détruire, dans la mesure où la compétition universelle, c'est l'homme qui tend finalement à se détruire lui-même.

COOPERATION ou COMPETITION, c'est l'alternative où se jouent aujourd'hui les chances de la civilisation humaine et de la vie terrestre. En d'autres termes en-

core, nous sommes les victimes d'une disparité tragique entre l'homme politique (resté archaïque et affamé de pouvoir), et l'homme pratique (égalitaire par nature, toujours curieux de savoir, et devenu aujourd'hui prodigieusement évolué).

L'homme politique et la société politique en sont restés à l'âge des premiers empires du début de l'histoire. Ce qu'on y appelait organisation et gouvernement, c'était comme aujourd'hui l'organisation hiérarchique du pouvoir de l'homme sur l'autre homme. (Dans la société de coopération — ou de création — l'organisation n'est plus celle des pouvoirs, elle est égalitaire et fonctionnelle, elle est celle des hommes et de leur savoir).

Nous avons dit que l'homme pratique est essentiellement égalitaire. Ainsi l'inventeur du soc se réjouissait de voir les autres cultivateurs profiter de sa découverte. Tandis qu'à la même époque, le possesseur des armes les gardait jalousement pour lui, afin d'asservir les autres et de les ranger sous sa loi.

Ce qui explique la continuité du progrès technique, et son succès devenu foudroyant, c'est le caractère égalitaire et coopératif de l'activité pratique — qu'elle soit celle du paysan ou du savant. (Par exemple le modèle actuel de l'atome a été le résultat des efforts conjugués de savants aux nationalités les plus diverses) (1).

Mais les conflits sociaux et le combat politique n'ont pas été introduits dans la société par les cultivateurs ou les astronomes : on les doit à des hommes maniant les armes ou les croyances irrationnelles.

C'est aujourd'hui seulement qu'il apparaît une contradiction explosive entre les mentalités et les types de vie de l'homme politique et de l'homme pratique, entre le rapport social de compétition et le rapport de création. En effet, ce dernier connaît un tel succès avec le développement des sciences et des techniques que le comportement de compétition est devenu pour l'espèce une menace majeure.

A la limite, le progrès évolutif-coopératif de l'homme pratique — en milieu impérialiste et compétitif — se retourne contre l'espèce, risquant de la détruire, soit par la guerre génocidaire, soit par épuisement écologique. (Le travail, dans l'homme, est démiurge — disait Proudhon. Mais aujourd'hui, dans une société mondiale compétitive, le démiurge se met à fourbir des armes de plus en plus nombreuses et meurtrières).

✱

On comprend ici l'erreur des théories de l'histoire-fatalité (historicisme) pour lesquelles un progrès social libérateur résulterait nécessairement du combat des nations, des religions, des races (hitlérisme), ou des classes sociales (marxisme). Nous vivons même aujourd'hui la démonstration historique de l'erreur historiciste, puisque la perpétuation de l'histoire politique violente (exaltée par Hegel, Engels et Marx), au lieu de libérer l'homme le détruirait.

L'erreur capitale des théories hegeliano-marxistes, c'est d'avoir réduit la praxis humaine à son aspect politique, et à la tendance impérialiste. Mais la praxis a aussi un aspect coopératif : c'est la praxis matérielle et pratique. N'est-ce pas la menace pratique d'une destruction thermonucléaire mutuelle, qui contraint aujourd'hui les Etats-Unis et l'U.R.S.S. à la « coexistence pacifique » — alors que la praxis politique les pousserait plutôt à l'agression ?

Les systèmes sociaux fermés et impérialistes sont pris ici à leur propre piège ; mais ce n'est à eux que revient de faire l'histoire. L'histoire réelle de l'espèce a toujours été faite par l'homme pratique, par l'homme coopératif, par le travailleur (manuel ou chercheur scientifique). Le feu, le collier d'attelage, la pénicilline... n'ont pas été découverts par une pensée idéologique fermée (dans le genre « pensée de Mao ») — mais par la praxis quotidienne de l'homme, travailleur et démiurge.

Et c'est encore à ce dernier que revient aujourd'hui de remplacer le mode de production autoritaire par l'autogestion ouvrière. On retrouve ici le point de vue de Proudhon : pas de révolution sociale possible sans la maîtrise de l'organisation économique par la classe ouvrière. (Ce dernier point de vue est la négation du marxisme-léninisme, qui rétablit le pouvoir impérialiste

du Parti, en tant que système social clos et répressif, faisant régner une « discipline de fer ».)

Nous vivons aujourd'hui, en réalité, une crise universelle de l'histoire violente, et des rapports de compétition, dans la mesure où l'homme politique (impérialiste) ayant à sa disposition les moyens et les armes que lui procure l'homme pratique (créateur et coopératif), il lui devient impossible de propulser, comme autrefois, le « devenir historique », à cause de la puissance même de ces armes — que possède également l'adversaire.

La solution à cette crise de l'histoire violente, ce n'est pas l'engagement de plus en plus aveugle dans le combat impérialiste — pour la victoire de l'Idée, du But, de l'Etat, de la Race, du Parti. La solution, c'est la pratique de relations coopératives, venant remplacer le système archaïque des relations impérialistes et combatives. La solution, c'est « la révolution sociale qui fera triompher la solidarité » (Bakouine-Seghers, p. 146). (De ce point de vue, en France, aujourd'hui, ni le parti socialiste, ni le parti communiste ne sont révolutionnaires : ce sont des organisations impérialistes, cherchant à faire des adhérents et veillant à la discipline, dans le but de s'emparer du pouvoir d'Etat.)

Il y a aujourd'hui, cependant, un espoir dans une mutation sociale réellement progressive. Cet espoir, nous le puisons — avidement — dans les manifestations contemporaines de l'esprit hédoniste, égalitaire et coopératif : le remplacement des buts de vie quantitatifs par des buts qualitatifs chez une grande quantité de gens (découverte, créativité, relations...); le renouveau d'intérêt pour les formes de vie communautaire, l'extension des expériences de dynamique des groupes, enfin la requête des travailleurs et des masses à l'autogestion. Nous assistons, en fait, à la montée d'un nouvel esprit révolutionnaire : la mutation de la société se fera autour des notions capitales de compétition et de coopération, ou bien la véritable révolution n'aura pas lieu. De plus en plus, l'idée de révolution sociale va se charger d'un contenu renoué. Dès aujourd'hui, ce contenu se précise : nous avons besoin d'une REVOLUTION RELATIONNELLE, la relation sociale doit passer du type impérialiste (supérieuritaire et combatif) au type coopératif (égalitaire et créatif), c'est-à-dire libertaire. Comme le dit Bakouine, dans les lignes déjà citées : « La révolution sociale fera triompher la solidarité ».

Mais comment des hommes appartenant à notre société autoritaire, et dressés à la mentalité impérialiste, par identification à la Nation, à l'Etat, à la Famille, au Parti, à l'Entreprise, peuvent-ils passer du rapport social supérieuritaire au rapport coopératif et égalitaire ?

Ici, la violence historique et le bain de sang ne servent à rien, sinon à enfoncer les gens encore plus dans le désir de dominer, de réprimer, ou de prendre une revanche, au nom de leur Absolu. Qu'importe que cet Absolu soit Dieu, ou l'Homme, ou la Révolution. Dans tous les cas, cette adoration d'une Valeur suprême rend impossible la coopération vécue — toujours libre, créatrice, et sans référence à un Absolu quelconque. « Les serviteurs d'un être suprême sont tous des gens pieux — athée le plus enragé autant que le plus fervent chrétien », écrit justement Stirner (Seghers, p. 113).

Autrement dit, parvenir à la mentalité coopératrice ne suppose aucune conversion à aucun Dieu, à aucune Valeur suprême (comme Karl Marx, Mao, ou l'Humanité...). L'attitude coopératrice, c'est simplement le retour de l'homme à sa condition naturelle spontanément solidaire. Mais ce retour demande aujourd'hui la fin de notre aliénation impérialiste (qui suppose toujours la croyance dans un Absolu).

Pour accomplir cette révolution relationnelle, nous ne pouvons donc compter ni sur Dieu, ni sur l'Histoire. Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces — aidées par les sciences sociales.

Han REGNELL.

(1) Aujourd'hui, en U.R.S.S., les scientifiques mènent une résistance continue à la domination des politiques. En 1970, Sakharov fonde le Comité pour la défense des droits de l'homme.

Libération sexuelle

Les livres, les revues et les films pornographiques sont lus ou suivis par un nombre de plus en plus grand de lecteurs et de spectateurs, la publicité et les magazines sont de plus en plus érotisés, les revues spécialisées dans les techniques d'amour physique sont de plus en plus divulguées, si bien que notre époque apparaît à certains comme celle de la libération sexuelle.

Il n'en est malheureusement rien. En réalité, il s'agit d'une illusion de libération qui ne fait que renforcer la répression dans le domaine des relations entre sexes. Certes, le nouveau modèle de sexualité sans voiles et sans pudeur présenté par les media est moins hypocrite que le modèle puritain de nos parents ou de nos grands-parents, mais il n'en est pas moins celui d'une sexualité atrophiée et déshumanisée, sans amour et sans liberté véritables, entre partenaires affectivement appauvris et inhibés par le travail sans joie, sans créativité et sans communication de la société capitaliste et technicienne.

Dans toutes leurs relations professionnelles, amicales ou sexuelles, ce qui manque le plus aux hommes de notre société, c'est l'échange affectif, spontané et libre entre personnes égales et ayant un très vif sentiment de leur autonomie.

Rien de ce mode de relations dans les images ou les films pornographiques, mais des relations d'objets, des rapports sado-masochistes, où chacun reste enfermé dans la recherche de son plaisir égotiste — le même plaisir que recherche le spectateur ou le lecteur insatisfait de sa vie relationnelle — mais qu'il éprouve seul, mêlé à tous les sentiments de culpabilité qu'il éprouve en violant les interdits moraux et sociaux.

Relations d'objets, rapports sado-masochistes, absence de communication, sentiments de culpabilité, comment pourrait-il s'agir d'une vraie libération ?

En réalité, les media spécialisés dans l'érotisme et la pornographie ont pour rôle principal, non de libérer les gens, mais de leur permettre de mieux supporter leurs diverses aliénations sociales et leur répression sexuelle réelle. Il s'agit avant tout de fournir aux hommes et aux femmes qui vivent dans leur couple clos des relations sexuelles et affectives étriquées, contraintes et exclusives, un plaisir solitaire de voyeur, compensation momentanée à leurs diverses frustrations, tout en les incitant à se résigner à leur manque d'épanouissement et à leur aliénéation.

Car une vie sexuelle sans élan, sans échanges affectifs et physiques libres et sincères, et cela entre partenaires inhibés et dépendants, ne peut être qu'une vie sexuelle atrophiée, réprimée, déshumanisée; cette répression-là s'ajoute aux innombrables répressions que nous subissons dès l'enfance et qui font de nous des êtres ou bien inépanouis, angoissés, apathiques, ou bien des êtres dominateurs, sadiques, violents; c'est-à-dire, ou bien les victimes ou bien les profiteurs du système.

Avec le déferlement de la vague érotique et pornographique, la répression sexuelle a pris ainsi un aspect trompeur de libération, mais la répression n'en est pas moins aussi forte, bien que plus sournoise. Elle n'est qu'une des formes, parmi beaucoup d'autres, que prend tout un système social répressif qui nous empêche d'exprimer librement nos besoins profonds d'amitié,

et que la fidélité sexuelle et l'amour-devoir conjugal soient obligatoires. Que la famille se mette à s'ouvrir, que les femmes et les hommes, les parents et les enfants puissent, non seulement s'aimer librement entre eux, mais aimer librement en dehors du cercle de famille, alors, c'est la fin des frontières, la fin des divers racismes, des divers nationalismes, de toutes les ségrégations et de toutes les guerres.

Car, pour le couple replié sur lui-même, les autres couples, les autres hommes et femmes représentent une menace et un danger; tout comme pour la nation ou la classe sur elle-même, l'autre nation, l'autre classe représentent une menace et un danger, contre lesquels il faut se défendre et s'armer.

Ainsi les films pornographiques, les revues érotiques, en fournissant des compensations misérables et illusoires à la ré-

Mais comme nous avons tous au fond de nous-mêmes des besoins de relations libres et égalitaires à satisfaire, comme nous désirons pouvoir aimer librement, et chacun à notre façon, plusieurs êtres, comme nous avons besoin de vivre pleinement et d'élargir nos relations, la machine répressive est soumise à une forte pression intérieure; elle risque à chaque instant d'exploser; alors la pornographie, la prostitution, les techniques sexologiques, tout comme le tabac, l'alcool et les tranquillisants, jouent le rôle de soupape de sécurité; ainsi, on sauvegarde le couple et la famille traditionnels, on évite son éclatement comme on sauvegarde l'ordre établi.

Il en résulte que vouloir à la fois la révolution et le maintien du couple traditionnel fermé représente une contradiction. Toute libération véritable de nos forces d'amour affectives et sexuelles, dans l'égalité, la liberté des

ment et sexuellement qu'un seul être pour la vie et de l'aimer selon un modèle préfabriqué qui empêche toute création dans les échanges, toute spontanéité, entrave tout élan et rend les individus insatisfaits, apathiques, agressifs.

Il est monstrueux de culpabiliser les gens qui n'en peuvent plus de réduire leur élan d'amour à un seul être, alors que c'est l'amour ouvert, l'amour non exclusif, qui ouvre les cœurs à l'amour de tous les hommes et à la fraternité vécue.

Mais comme nous éprouvons tous un besoin irrésistible de vivre libres, et d'aimer plusieurs êtres (et, à travers eux, tous les êtres humains, sans distinction), comme nous avons tous besoin de coopérer, d'échanger, de créer dans tous les domaines, y compris dans celui des relations et des relations sexuelles, comme on nous empêche de réaliser ces aspirations saines, et qu'on nous fait même croire qu'elles sont immorales, alors notre énergie de vie, au lieu de s'écouler sans tension sous forme d'amour, de créativité et de joie de vivre, va dévier et se transformer en désirs de possession d'argent, d'objets, de personnes, en désirs de jouissance égotiste, en besoins de domination, d'autorité, en agressivité, en haine, en sadisme, en destructivité; à moins que notre conflit intérieur ne fasse de nous la proie de l'angoisse, de la dépression et de toutes les formes de névroses.

Car la répression affective et sexuelle à laquelle nous sommes soumis depuis l'enfance fait de nous des êtres inhibés et bloqués — des malades mentaux — ce dont profitent d'ailleurs les pourvoyeurs de drogues, de tranquillisants, d'alcool, et certains psychanalistes, psychologues, sexologues, qui cherchent à réintégrer dans le système les névrosés que ce même système a fabriqués.

On a inoculé en nous depuis l'enfance la peur de nos semblables, la peur de l'autre, la peur d'aimer, la peur d'être libres, la peur de vivre. Se libérer de ces peurs fondamentales, arriver à aimer sans entraves plusieurs personnes, et chacune de façon singulière, se débarrasser de notre besoin d'amour fermé, possessif et exclusif, vivre librement sa vie affective et sexuelle, c'est sans doute une voie difficile à cause de nos préjugés et de nos conditionnements profonds, mais c'est déjà préparer la société égalitaire et le monde sans frontières de demain, où les hommes ne craindront plus de s'aimer, de créer ensemble, de vivre.

par MATHILDE NIEL

d'amour, d'échanges affectifs et physiques, dans l'égalité et l'autonomie de chacun.

Car, pour maintenir l'ordre existant, il faut une hiérarchie avec des supérieurs et des subordonnés, il faut que les relations ne soient pas entre êtres humains libres, mais entre objets, entre esclaves et maîtres. Si bien que l'absence d'égalité, de dialogue, de relations chaleureuses dans le travail et dans les rapports sociaux exige l'absence de relations égalitaires et l'absence d'amour authentique entre hommes et femmes. Tout se tient. Puisque dans notre organisation sociale, les uns doivent commander et les autres obéir, il faut bien que les hommes s'éprouvent supérieurs aux femmes et les femmes inférieures aux hommes; il faut bien que l'homme prenne la femme et que la femme se laisse prendre; il faut bien que la femme séduise et que l'homme se laisse séduire; chacun jouant alternativement le jeu de la domination et de la soumission. Les relations d'échange, d'égalité, de liberté, quand elles peuvent, par exception, exister dans les relations amoureuses, sont la négation même de l'ordre établi.

Mais il faut bien aussi que la famille soit fermée sur elle-même

pression affective et sexuelle, aide à perpétuer la structure familiale fermée, les structures sociales hiérarchisées, les relations de combat et à maintenir l'institution du mariage. Wilhelm Reich avait bien vu que la famille nucléaire actuelle, dans laquelle les parents et enfants, père et mère sont tous dépendants les uns des autres, et dans laquelle la sexualité est exclusive, étriquée, réprimée, est l'abcès de fixation de la plupart des névroses et le creuset où se forge notre société injuste, ségrégative, autoritaire.

Ce que ne veut à aucun prix notre société, parce qu'elle se sentirait en danger de mort, c'est le dialogue égalitaire, l'échange créatif entre individus autonomes, c'est la libre expression de la spontanéité de l'énergie de vie, de l'élan d'amour, et cela aussi bien dans les relations entre sexes que dans les autres relations.

Pour perpétuer la société du pouvoir, de la hiérarchie et du fric, il faut la famille patriarcale fermée, l'amour-devoir conjugal exclusif et stéréotypé, avec fidélité obligatoire, et cela pour toute la vie; il faut réprimer ses désirs et son besoin d'amour; en bref, il faut des relations de dépendance et d'inégalité.

relations et l'autonomie de chacun, est déjà un acte révolutionnaire qui bouleverse tout l'ordre social existant et fait tomber les barrières qui divisent les êtres humains (barrières de sexes, d'âges, de nationalités, de races, de classes, etc.).

On voit que la libération ainsi comprise n'a rien à voir avec le libertinage et la pornographie. Bien au contraire, elle humanise et diversifie les relations, elle ouvre et élargit l'amour; elle libère nos énergies créatrices, aussi bien dans les relations duelles que dans les relations de travail et dans le travail lui-même. Un amour humanisé est, en effet, un amour accompli, où personne ne contraint jamais personne, ne séduit jamais personne, ne prend jamais personne, où le plaisir n'est jamais pris égoïstement, mais est toujours partagé.

Une fois qu'il a été vécu, ce mode d'amour non exclusif et ouvert est tellement libérateur qu'il tend à s'étendre à toutes les relations. Une des plus grandes répressions que subissent actuellement les hommes et les femmes, c'est cette obligation qui leur est faite par la société (intériorisée dans leur conscience morale) de n'aimer affective-

LA SITUATION ECONOMIQUE

Entre juillet 74 hausse des prix de 6,3% en France même période: 1 vernement fédéral ramener le taux à 3%. Mais, en n taux de chômage de la population teignait 4,9% et le mage pour les 0 niers risquent d'être res victimes de la reaux de main-d'oe leur retirer leur a séjour. Cependant qu'on ait plutôt fre tion que renvoyer l en effet si en 73 Allemagne fédérale vriers immigrés, l encore 2.490.000 en Yougoslaves et Ital tant plus de la r effectif).

Il convient d'ajo bre des chômeurs meurs partiels. C'e avril 75, si on com chômeurs totaux, plus — chiffre rec chômeurs partiels. gie, la chimie et le les secteurs les ph

DANS LES TRAN EN COMMUN

Les augmentation (tram, métro) frag ment les budgets un peu partout no sont à la pointe du tre de telles mesur comités s'étaient fo novre, Francfort, He juillet nos camarad ne sont entrés en tarifs des trams dev tir du 25 août, su mentation exorbitan ticket passant de 1 D.M.). Trois manif été organisées, dont brutalement disper police qui a procéda tations, non mainte suite.

A Mannheim on a la période des va décider les augmen tre 25% pour les tr commun, il est quest que doubler le prix gaz et de l'électrici jour où la décision l'hôtel de ville était quelques centaines

Mais à Berlin la « révolutionnaire » — on s'agit d'une section

ALLEMAGNE DE L'OUEST

LA SITUATION ECONOMIQUE

Entre juillet 74 et juillet 75 la hausse des prix de détail a été de 6,3 % en France, pour la même période : 11,1 %. Le gouvernement fédéral avait pensé ramener le taux de chômage à 3 %. Mais, en mars 1975, le taux de chômage pour l'ensemble de la population active atteignait 4,9 % et le taux de chômage pour les ouvriers étrangers arrivait à 7,4 %. Ces derniers risquent d'être les premières victimes de la crise, les bureaux de main-d'œuvre pouvant leur retirer leur autorisation de séjour. Cependant, il semble qu'on ait plutôt freiné l'immigration que renvoyer les immigrés : en effet si en 73 il y avait en Allemagne fédérale 2.595.000 ouvriers immigrés, il y en avait encore 2.490.000 en 74. (Turcs, Yougoslaves et Italiens représentant plus de la moitié de cet effectif).

Il convient d'ajouter au nombre de chômeurs celui des chômeurs partiels. C'est ainsi qu'en avril 75, si on comptait 1.100.000 chômeurs totaux, il y avait en plus — chiffre record — 900.000 chômeurs partiels. La métallurgie, la chimie et le bâtiment sont les secteurs les plus touchés.

DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN

Les augmentations des tarifs (tram, métro) frappent lourdement les budgets familiaux et un peu partout nos camarades sont à la pointe du combat contre de telles mesures. Déjà des comités s'étaient formés à Hanovre, Francfort, Heidelberg. En juillet nos camarades de Cologne sont entrés en action : les tarifs des trams devaient, à partir du 25 août, subir une augmentation exorbitante de 5 % (le ticket passant de 1 mark à 1,5 D.M.). Trois manifestations ont été organisées, dont deux ont été brutalement dispersées par la police qui a procédé à 60 arrestations, non maintenues par la suite.

A Mannheim on a aussi choisi la période des vacances pour décider les augmentations : outre 25 % pour les transports en commun, il est question de presque doubler le prix de l'eau, du gaz et de l'électricité. Aussi le jour où la décision a été prise, l'hôtel de ville était protégé par quelques centaines de flics.

Mais à Berlin la « Cellule révolutionnaire » — on pense qu'il s'agit d'une section du mouve-

ment du 2 juin — a réagi 8 mois avant qu'on applique (pour le 1^{er} mars 76) l'augmentation des tarifs. Ces camarades ont distribué dans les quartiers ouvriers 100.000 carnets de 5 tickets (valeur du carnet : 3 D.M.) et ont justifié leur action par une distribution de tracts et par une émission d'une demi-heure de radio clandestine. Opération parfaitement réussie (16 juillet) et tickets si parfaitement imités que les autorités ont prié les « bons citoyens » de rapporter dans les postes de police ces carnets scandaleux. C'est sans doute pour financer cette opération exemplaire que le mouvement du 2 juin a, le 30 juillet et le 31 juillet, prélevé dans deux banques environ 200.000 D.M. : opération expliquée dans un tract satirique sous le titre : « Programme conjoncturel du mouvement du 2 juin ».

LA REPRESSION

Tandis que continue le spectaculaire procès de Stuttgart, procès où les droits les plus élémentaires de la défense sont bafoués, la police continue à arrêter des « suspects ». C'est évidemment à Berlin que les recherches sont les plus fébriles. Le 9 septembre : arrestation de trois anarchistes « dangereux » (dont R. Reinders et Inge Viett) qu'on soupçonne de former le noyau dur du mouvement du 2 juin.

A Cologne, où notre camarade Stein est toujours détenu, deux autres camarades ont été arrêtés le 11 juillet, sous l'inculpation désormais traditionnelle d'appartenance à une association criminelle et de détention d'armes. A la même date, et sous la même inculpation, un camarade est arrêté à Krefeld. A Dusseldorf, K.H. Baumann est arrêté en avril. On le suspecte d'appartenir au mouvement du 2 juin — ou encore à la bande de la R.A.F. ! — et finalement on l'envoie aux fins d'examen dans un hôpital psychiatrique. Il refuse de répondre aux questions qu'on lui pose, ce qui conduit le psychiatre à suspecter son état mental et à diagnostiquer une « psychose de type schizo-phrénique » ! Est-ce que les méthodes utilisées avec succès en U.R.S.S. se répandent en Allemagne de l'Ouest ?

DANS LE PAYS DE BADE

Nos camarades de Neuhussheim avaient organisé au début de juillet un camp de tentes

qui a réuni une centaine de participants venus de diverses régions d'Allemagne et même de France. Cette expérience sera renouvelée et connaîtra, espérons-le, un succès encore plus grand.

Le groupe de Neuhussheim vient de lancer le premier numéro d'une revue anarchiste dont le titre « Cain » reprend celui du journal que le regretté Eric Muhsan avait créé à Munich. A signaler dans ce premier numéro une intéressante étude sur la vie et l'œuvre de Georges Buchner (1813-1837), connu en France surtout par son drame « La mort de Danton ». On trouvera aussi d'importants documents sur le péril nucléaire et une étude ethnologique sur les marias, cette antique race dont les 900.000 survivants vivent dans la région de Baslar (Inde).

La fédération anarchiste du pays de Bade continue son action pour coordonner le mouvement anarchiste et augmenter le nombre de groupes participants. Elle édite un bulletin d'information qui touche les adhérents et qui, outre les informations concernant la fédération elle-même, contient l'essentiel des nouvelles relatives à l'Allemagne et aux autres pays pouvant intéresser les militants.

PAS DE CHOMAGE POUR LES POLITICIENS !

La ville libre de Brême est le plus petit Land de l'Allemagne fédérale. Le 29 septembre on choisit le landtag de Brême et les consuls municipaux de Brême et de Bremerhaven. Dix partis sont en piste ! Outre le parti socialiste S.P.D. — qui jusqu'ici détient la majorité —, le C.D.U. et le F.D.T., on compte parmi les concurrents le N.P.D. d'extrême droite, le parti des libres citoyens (issu du C.D.U.), le parti ouvrier européen et quatre partis se réclamant du marxisme léninisme (parmi eux le D.K.P. et le K.P.D.-M.L. maoïste). Les électeurs ont de quoi choisir, à moins que plus raisonnablement ils restent chez eux.

Un bruit court depuis quelques temps : l'honorable Strauss avait l'intention de fonder un « quatrième grand parti » avec l'aile droite du C.D.U.-C.S.U. Mais il faudrait un capital de départ de 40 millions de D.M. et disposer de 30 millions de D.M. pour couvrir les frais de fonctionnement. La politique coûte cher pour les suiveurs, mais doit rapporter gros pour les chefs !

Marx et Engels :

TEXTES INEDITS (1845)

Edition bilingue. « E.D.I. » Paris

Première publication en France d'un manuscrit incomplet de Marx, ébauche d'une critique de l'ouvrage de l'économiste List : « Le système national de l'économie politique » (1841) — et une conférence de Engels à Elberfeld, en partie, est aussi consacrée à la critique de List. Une présentation de J.M. Brohm replace ces écrits dans leur cadre historique et montre leur importance dans la genèse du matérialisme historique et de la critique marxiste de l'économie politique bourgeoise. List avait été le champion de cette Union douanière — le Zollverein — réalisée en 1834 et préconisait une politique économique assurant « l'éducation industrielle de la nation allemande » et fondée sur le protectionnisme. List opposait à l'impérialisme anglais la puissance économique allemande, l'Etat devant devenir un Etat économique en expansion et pratiquer à l'extérieur une politique expansionniste. La critique de Marx montre que le vrai débat n'est pas entre libre échange et protectionnisme, mais entre capitalisme et communisme. Elle dénonce l'aliéna-

tion du prolétariat et l'hypocrisie du bourgeois qui — comme List — couvre de mots idéalisants la réalité sordide.

Si ces textes ont surtout un intérêt historique pour quiconque veut étudier la naissance du marxisme, ils nous permettent de retrouver les idées fondamentales qui sont encore la bible du socialisme scientifique : concentration capitaliste, augmentation numérique du prolétariat, paupérisation grandissante des classes moyennes, et quand le prolétariat atteindra un haut degré de force et de maturité, la révolution sociale ne pourra être évitée. Le soulèvement massif du prolétariat est imminent en Angleterre (on trouve tout cela dans le discours d'Engels). Et dans l'écrit de Marx : « La nationalité de l'ouvrier n'est pas française, anglaise, allemande, c'est le travail, l'esclavage libre », et « sur le plan intérieur l'argent est la patrie de l'industrie ». Un mélange de prédictions que l'avenir devait infirmer... et un anti-patriotisme que l'on peut livrer aux méditations de M. Marchais, amis des gaullistes sincères !

Jean.

BROCHURES

BAKOUNINE Michel

- L'Organisation de l'Internationale - 1,00 F.
- La Commune de Paris - 2,50 F.

BARRUE Jean

- L'Anarchisme aujourd'hui - 8,00.

BERNERI Camillo

- Guerre de classe en Espagne - 4,00 F.
- Société sans Etat - 2,50 F.

CAMUS Paul

- Le Syndicalisme et le problème paysan - 1,50 F.

Commission Transport (F.A.)

- L'Automobile en question (I) - 1,00 F.
- Transports en commun (II) - 1,00 F.
- Transports et Economie (III) - 1,50 F.

Commission Contraception (F.A.)

- La Vasectomie - 2,00 F.

DAY Hem

- F. Ferrer, sa vie, son œuvre - 3,00 F.

Fresnes-Antony (F.A.)

- Historique et Actualité de l'Anarchisme - 1,00 F.

GRAVE Jean

- Si j'avais à parler aux électeurs - 2,00 F.

JOYEUX Maurice

- Anarchistes et la guerre en Palestine (Les) - 8,00 F.
- Autogestion, Gestion directe, Gestion Ouvrière - 8,00 F.

KOLLONTAI A.

- L'Opposition Ouvrière - 5,00 F.

LEHNING Arthur

- Anarchisme et Marxisme dans la Révolution Russe - 8,00 F.

LEWIN Roland

- Erich Mühsan 1878-1934 - 2,50 F.

RECLUS Elisée

- L'Anarchie et l'Eglise - 3,00 F.
- La peine de mort - 4,00 F.
- Evolution et Révolution - 3,00 F.

REZLER André

- L'Esthétique anarchiste - 10,30 F.

ROCKER Rudolf

- Marx et l'Anarchisme - 2,50 F.
- Les Soviets trahis par les bolcheviks - 12,00 F.

STIRNER

- De l'Education - 11,00 F.

THONAR G.

- Ce que veulent les Anarchistes - 2,00 F.

VERGARA J.

- Anarcho-syndicalisme et Socialisme Libéral - 4,00 F.

VOLINE

- Révolution en marche (La) - 5,00 F.

Revue de presse

— Dans « le Monde » des 26 et 27 juin, un article de Gérard Soulier, professeur à la faculté de droit d'Amiens : « Pas de déclarations, des libertés ».

« Les libertés resteront pour la plupart de vaines propositions tant qu'elles ne seront pas assorties de moyens. Les libertés ne commencent véritablement qu'avec la détention par les individus ou les groupes des moyens de résister au pouvoir... »

Le problème des libertés n'est donc pas simple affaire de déclaration ni même de réglementation. C'est fondamentalement un problème de conception de l'Etat et du pouvoir...

Les libertés ne s'attendent pas, ne se reçoivent pas. Elles s'arrachent... Les libertés ne sont pas un problème de prise du pouvoir, mais de lutte contre le pouvoir, CONTRE TOUT POUVOIR. »

Voici une analyse qui ruine les prétentions du P.C. de garantir par une « Charte des libertés » les droits fondamentaux de la démocratie, et qui recoupe en même temps l'analyse anarchiste. A un détail cependant : il convient de faire une différence entre « la » liberté, inaliénable, entière, et « les » libertés qui sont de simples concessions attribuées collectivement par l'Etat sous la poussée des revendications. Mais notre conclusion est bien la même, à un pluriel près...

— Dans le « Quotidien de Paris » du 8 juillet : « Carlos' story ».

L'auteur de cet article examine une à une les différentes hypothèses officielles des motivations du terroriste Carlos : agent du K.G.B. (les services secrets soviétiques), chargé de développer la violence pour permettre aux P.C. occidentaux d'apparaître comme le seul recours pour rétablir l'ordre ? Les coïncidences sont certes troublantes, mais l'hypothèse reste déraisonnable. Gauchiste ? Mais les théoriciens gauchistes d'Althusser à Marcuse ne sont pas partisans du terrorisme.

« Reste enfin la thèse anarchiste, bande à Bonnot... bande à Baader... Pourquoi pas bande à Carlos ? Pourquoi même les deux dernières ne seraient-elles pas les deux branches d'une même organisation ? Evidemment, la théorie de l'anarchisme, d'une certaine forme d'anarchisme est séduisante. Elle comporte des précédents, elle ne s'inscrit en faux contre nulle doctrine. Des anarchistes plus durs, mieux prépa-

rés, mieux entraînés que leurs pères, voilà qui expliquerait tout. Tout sauf l'argent alimentant les terroristes, leur permettant... de parcourir le monde et d'y vivre sans nulle autre activité que la leur : le terrorisme. Il faut de l'argent pour tout cela et l'anarchisme a toujours été pauvre. »

Voilà certes une objection que la D.S.T. aura du mal à réfuter. Même (et surtout !) en venant vérifier nos comptes...

— Dans « le Monde » des 29 et 30 juin, une interview de Georges Krassowsky, écologiste non violent qui s'est fait remarquer par sa grève de la faim contre la centrale nucléaire de Fessenheim (le congrès de la F.A. réuni à ce moment-là lui envoya une motion de solidarité), où il explique sa conception de la lutte : « Je suis un loup solitaire, je ne veux dépendre de personne. Les associations ? Elles sont spécialisées dans la défense de ceci ou de cela, il vaut mieux partir d'une vision globale des choses ». Sa vision, explique l'auteur de l'article, c'est celle d'une politique planétaire qui défende l'espèce humaine dans son ensemble : plus d'Etats, plus de sectes, plus de partis, mais une gestion de la planète par « une élite du cœur et de l'esprit qui possède l'amour de la vie ».

Attention tout de même à ne pas trop compter sur « l'élite ». Toute organisation sociale nouvelle comportera forcément une « élite » émergente au niveau de l'action comme de la pensée de l'ensemble d'une population conditionnée. Mais cette « élite » ne doit avoir aucun pouvoir et viser à sa propre disparition en tant qu'élite.

PORTUGAL :

« LE SOCIALISME MILITAIRE »

(Dans « le Monde » du 9 août 1975)

Jean Boulègue, maître-assistant d'histoire, nous propose une analyse claire d'un phénomène actuel : la prise du pouvoir par des militaires « de gauche », voire « révolutionnaires ». Les qualifier ainsi, c'est mettre entre parenthèses le désir de pouvoir des officiers ».

« Dans toutes les armées se

manifeste une tendance, souvent confuse, à réaliser l'amalgame entre, d'une part, l'aspiration à la justice sociale et, d'autre part, la fidélité à une conception aristocratique de l'autorité. (...) Contestation anti-bourgeoise donc, mais à partir d'une structure et de valeurs féodales. »

« La convergence actuelle avec le courant socialiste ne doit pas faire illusion : les officiers progressistes empruntent au socialisme une organisation économique, mais leur sens de la hiérarchie et leur désir d'étendre leur autorité sur la société civile ne les différencient pas des militaires de droite. »

Voilà la distinction essentielle qu'il fallait faire pour comprendre cette convergence anachronique entre révolution sociale et autorité. Et l'article se termine par une phrase qui prend valeur d'avertissement : « Il serait temps de prendre conscience de la notion d'un « socialisme militaire ».

QUELS REMEDES AU CHOMAGE ?

(Dans « le Monde » du 5 septembre 1975)

Devant la montée du chômage, Pierre Drouin s'interroge sur les « vrais et faux remèdes ». Empêcher à tout prix la fermeture des entreprises déficitaires ? Non, car on sait que le chômage réapparaîtra dans un autre secteur. Créer ou favoriser n'importe quelle activité ? Encore moins, car ce serait admettre l'augmentation du commerce des armes et le suréquipement administratif, activités parasitaires qui ne font que « déguiser » le chômage. Adapter l'Université aux besoins professionnels ? Pas plus, car le goût d'apprendre déborde le cadre utilitaire.

Face à l'incohérence de ces remèdes gouvernementaux, « il convient d'adopter des voies beaucoup plus radicales ». D'abord, « compter sur ses propres forces » (refus d'un néo-colonialisme). Ensuite, « revaloriser le travail manuel » : « Alors qu'on cherchait jusqu'à présent par tous les moyens (Taylor...) à adapter l'homme au travail, c'est le contraire qu'il va falloir

faire maintenant ». Cette revalorisation doit se chercher dans la direction suivante : « rendre au travailleur, dans son emploi, le maximum d'indépendance » (organisation du temps de travail, des conditions de travail, possibilités de formation, de reconversion...). Il n'est pas fait référence à la gestion directe des travailleurs, mais c'est bien cette réalité qui est décrite... Enfin, il reste à offrir aux travailleurs la possibilité de réduire leurs horaires en même temps que leurs salaires, ce qui suppose qu'on ait remis en cause la société de consommation.

Enfin, améliorer l'emploi, c'est remettre en question deux politiques : la planification qui, en favorisant les « travaux idiots » (ou parasitaires) pousse au gaspillage, et l'enseignement qui devrait « favoriser durant toute la vie l'osmose entre les acquisitions culturelles et la vie professionnelle ».

« Mais on n'en viendra jamais à bout si l'on continue de penser (...) que la recherche du « plein emploi » est préférable à celle du « meilleur emploi ».

Voilà au total une thèse qui se rapproche tout autant des thèses d'Illich que de celles dont s'inspirerait le syndicalisme s'il retournait à ses sources révolutionnaires.

LA RUE N° 20

Prix 10 f

De l'écologie...

L'ENERGIE

- Le diable n'a pas inventé la fission de l'atome par PREVOTEL.
- Crise de l'énergie ou fin de la société par P. SAMUEL.

— Le vrai débat par E. de SEVERAC.

PHILOSOPHIE

- La cité du soleil par F. TRAVELET et M. FROT.
- L'écologie et sa vérité par M.L. ROLLIN.

— Le 3^e principe n'est pas encore pollué par J. ROLLIN.

— Mentalité écologique par M. NIEL.

— Pollution psychologique par H. REGNELL.

CROISSANCE

— La démographie par M. LAISANT.

— L'agriculture par A. CRAPAUD.

— Crise du système par R. BOSDEVEIX.

DOCTRINE ANARCHISTE

— L'écologie et la révolution libertaire par M. JOYEUX.



GUIDE D

de Jean Ca

Pour de véritab peut être une sour lin et Gabrielle C Montmartre... ? Le ture et d'une littér grain de l'ivraie, le les poètes maudit de personnages do par exemple, ou folklore quoi ! Mo on s'en tient à l'an à ces pièges que l listes. Ce guide es toire dont les habi pu contempler du nable des premiers dront le cœur de

Et au fil des pa de ce guide de Mor virer ce que les pl ont mis à jour. D' putes sur les origi préhistoire à nos village qui sont ce lieu de réflexion et le roi Henri et ses du guerrier ». Ils ne martre révolutionna et fut pour la pren guillotiné, les bien et dispersés donner conservons les vesti un coup fatal à la passer aux choses lution, étroitement Cathelin et Gabriell de l'émeute du dix-h qui partie du Châ de la butte pour dé nale, l'émeute de l'exécution des gén aujourd'hui fixer a ensanglantèrent la cution tragique d'E partie ils nous don tieuse des rues, de les ont habitées ou sage ils n'oublient p le siège du groupe lil depuis trente ans u peut-être visiter un ou la Vigne. On vo un des auteurs du teur de cet excell

De toute façon m lisent mal, et ils au du village ne pourr avoir dans la main amis Jean Cathelin



BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE

“La conquête du pain”

GUIDE DE MONTMARTRE

de Jean Cathelin et Gabrielle Gray

de Pierre Kropotkine

Horay éditeur

Editions du « Monde Libertaire »

Pour de véritables écrivains, le sujet le plus banal peut être une source inépuisable d'érudition. Jean Cathelin et Gabrielle Gray viennent de nous le démontrer. Montmartre...? Le tourisme, la petite histoire d'une peinture et d'une littérature dont il faut bien séparer le bon grain de l'ivraie, les petites femmes qui lèvent la jambe, les poètes maudits qui lèvent le coude, une fabrique de personnages dont les uns finiront mal, aux académies par exemple, ou d'autres finiront misérablement... Le folklore quoi! Montmartre... un piège certainement si on s'en tient à l'anecdote! Nos auteurs ont su échapper à ces pièges que la butte en folie tend à ses mémorialistes. Ce guide est d'abord une magistrale leçon d'histoire dont les habitants de la plus lointaine époque ont pu contempler du haut de la colline, l'agitation déraisonnable des premiers occupants des sept îlots qui deviendront le cœur de Paris.

Et au fil des pages qui constitue la première partie de ce guide de Montmartre les auteurs nous font découvrir ce que les plus récentes recherches sur l'histoire ont mis à jour. D'abord ils mettent un terme aux disputes sur les origines de ce bourg qu'ils suivent de la préhistoire à nos jours, ils déterminent les limites du village qui sont celles de l'ancienne abbaye qui fut un lieu de réflexion et d'étude avant de devenir le lieu où le roi Henri et ses compagnons pratiquèrent le « repos du guerrier ». Ils nous content les soubresauts du Montmartre révolutionnaire où Marat édita l'Ami du peuple et fut pour la première fois arrêté, la dernière abbesse guillotinée, les biens de la communauté chrétienne lotis et dispersés donneront naissance au village dont nous conservons les vestiges. En passant nos auteurs portent un coup fatal à la légende du meunier Debray avant de passer aux choses sérieuses, le Montmartre de la révolution, étroitement mêlé au Montmartre des Arts. Jean Cathelin et Gabrielle Gray refont pour nous le chemin de l'émeute du dix-huit mars. Nous suivons Louise Michel qui partie du Château Rouge monte vers le sommet de la butte pour défendre les canons de la garde nationale, l'émeute de la place du Tertre, le jugement et l'exécution des généraux. Grâce à eux nous pouvons aujourd'hui fixer avec exactitude les événements qui ensanglantèrent la butte et qui se clôturèrent par l'exécution tragique d'Eugène Varlin. Puis dans la seconde partie ils nous donnent une histoire exacte et minutieuse des rues, de leur institution, des personnages qui les ont habitées ou qui les habitent encore. Et au passage ils n'oublient pas de citer la rue Robert-Planquette, le siège du groupe libertaire Louise Michel qui est devenu depuis trente ans une institution du village qu'on viendra peut-être visiter un jour, comme on visite le Lapin à Gil ou la Vigne. On voit tout de suite que Jean Cathelin, un des auteurs du livre, n'a pas oublié qu'il fut rédacteur de cet excellent journal « *Le Libertaire* ».

De toute façon même s'ils ne le lisent pas ou s'ils le lisent mal, et ils auraient tort, gageons que les visiteurs du village ne pourront plus parcourir ces ruelles sans avoir dans la main le Guide de Montmartre, de nos amis Jean Cathelin et Gabrielle Gray.

Une collection... un premier livre! Mais parlons de la collection. Depuis longtemps, les congrès de notre fédération anarchiste avaient décidé la création d'une collection qui rassemblerait avec la littérature classique de la pensée libertaire, une littérature anarchiste de notre époque, de façon à inscrire dans l'économie et les mœurs sans cesse en mouvement, les principes déterminés par les théoriciens qui nous ont précédés. Voici qui est fait!

En publiant son premier ouvrage, la commission nommée par le congrès pour éditer « *Bibliothèque anarchiste* » a donné le coup d'envoi d'un projet difficile, mais indispensable qui devra être poursuivi avec ténacité. On connaît les principes définis par la commission d'édition! Intercaler entre les grands ouvrages théoriques de notre littérature, des livres contemporains qui inscrivent l'anarchie de notre temps. En un mot il s'agit de créer à l'ombre d'auteurs confirmés une littérature moderne, qui n'existe pas encore, car il est difficile de considérer comme des ouvrages théoriques sur l'anarchie, des livres dont le seul but étaient de camoufler les aspects les plus criards du marxisme derrière une morale anarchiste de tout repos.

Le premier livre que nous publions et qui doit servir de « *locomotive* » à cette « *Bibliothèque anarchiste* » que nous venons de placer sur ses rails, est la « *Conquête du pain* » de Pierre Kropotkine. Il s'agit d'un ouvrage épuisé depuis de longues années et son intérêt consiste à ce que contrairement aux autres ouvrages du même auteur et également aux textes de Proudhon et de Bakounine c'est un ouvrage complet qui se suffit à lui-même. C'est à la fois une critique féroce et complète du système capitaliste et de l'Etat, mais c'est également le projet élaboré d'une société de type libertaire.

Avec ces précisions qui s'appuient sur une vaste connaissance encyclopédique et sociale que possèdent les travailleurs en lutte pour leur émancipation, il dresse un tableau convaincant d'une société organisée en dehors de l'autorité dont l'articulation est assurée par le fédéralisme et il ne se contente pas de résumer Proudhon ou Bakounine ses prédécesseurs, mais il les complète avec un souci du détail auquel ses travaux historiques et scientifiques l'ont habitué.

Mais si cet auteur définit avec bonheur en particulier la nécessité de l'expropriation du capital et des outils de production au profit des travailleurs ce qui en fait un des pères spirituels de l'autogestion, il a naturellement

émaillé son ouvrage d'exemples concrets pris dans l'économie de son époque et qui sont aujourd'hui largement dépassés, qui ne parlent plus à l'imagination des hommes qui vivent dans un monde différent de celui de la fin du siècle dernier que Kropotkine nous peint. Et en cela ce livre est vraiment le symbole de ce projet de « *Bibliothèque anarchiste* ». Il est à la fois la démonstration de la pérennité des principes anarchistes et de la nécessité de les réinscrire constamment dans le monde moderne. Et un livre comme celui de Pierre Kropotkine appelle d'autres livres sur un sujet identique, chaque fois que le monde capitaliste fait lui-même sa révolution économique, afin de se survivre.

Mais en dehors de son contexte qui est son inscription dans une collection dont il sera une pièce capitale « *La Conquête du pain* » l'ouvrage de Kropotkine possède d'autres vertus, que la remarquable préface d'Elysée Reclus met fort bien en lumière dans ce style éblouissant qui en fait un des grands écrivains de son époque.

« *La Conquête du pain* » est un livre de première main, écrit simplement dont le découpage classique aide le lecteur à se retrouver dans ce schéma, qui aurait pu être aride, de l'économie politique et de son complément social, et qui finalement ne l'est pas! Le texte se compose de seize chapitres dont chacun traite un sujet sur le fond. Les premiers chapitres sont des constats sur le communisme libertaire, sur les richesses du monde, sur les nécessités de l'expropriation, de la suppression de l'autorité et de l'Etat. Toute cette première partie a un caractère philosophique dont la résonance est moderne. Puis l'auteur rentre dans le détail et ces principes généraux qu'il a définis à larges traits, il va les réexaminer de façon concrète à travers les nécessités pour vivre, et pour que se développent normalement les industries. Ce sont les chapitres sur le logement, l'habillement, l'agriculture, le travail, la libre entente dans les entreprises. Enfin l'auteur aborde la distribution, le salariat collectif, les problèmes de l'argent, ceux de la décentralisation de l'industrie et dans ce domaine des objections classique qu'on oppose à l'anarchie et il y répond avec cette précision qui est la marque de son esprit scientifique.

Ce livre devrait avoir un succès certain auprès d'une jeunesse qui, plus que celle qui lisait pour la première fois cet ouvrage, a les connaissances moyennes suffisantes pour en saisir tout le mécanisme et pour écarter naturellement les anachronismes inévitables. De toute manière dans la collection il sera suivi d'un auteur contemporain avant que nous republions de Proudhon « *La capacité politique des classes ouvrières* » ouvrage également attendu de tous ceux qui ne séparent pas les transformations qu'impose notre temps, de la promotion gestionnaire du monde du travail.

LA CRISE

OU EST LE CHANGEMENT ?

L'année 1974 fut, rappelons-le, une année d'austérité où chacun devait resserrer sa ceinture; par contre l'année 1975 sera celle du « faste » qui fera de tout un chacun une oie à gaver afin d'assurer le succès du plan de relance. En l'espace de quelques mois, pour éviter un marasme qui, tout de même, risque de se produire, la politique gouvernementale s'est trouvée complètement bouleversée. Et nous voyons des gueux qui gèrent les affaires du pays en prétendant incarner l'ordre et qui, en réalité, mènent une politique à la petite semaine, balançant le menu peuple au gré des intérêts des requins du système, et faisant de lui, tour à tour, le responsable des maux qui rongent le système et la bête à consommer capable de faire repartir cette économie de marché dont la mécanique est déréglée.

La crise que nous subissons est à la fois logique, car elle s'inscrit dans l'ordre normal des choses, et absurde par ses conséquences sociales. Logique, parce que le système capitaliste est par nature un système en perpétuel état de déséquilibre. Le processus de production et de consommation subit des interférences, des modifications de structures dont le ressort, cette loi d'airain du profit, crée les conditions propices de concurrence destructrice entre les entreprises, entre les nations, et attise fort légitimement les tensions sociales. Absurde, parce que cette crise met en conflit des catégories socio-professionnelles entre elles, chacune étant désireuse d'accroître, au détriment des autres, sa part du revenu national. Elle n'a pour effet, au grand dam des notables et politiciens de tous poils, que d'opposer et de diviser des travailleurs et des couches de population dont les intérêts sont, en définitive, souvent identiques.

Il faut bien le dire cette crise du système n'est pas comparable à celle que nous avons connue durant les décennies antérieures. Aujourd'hui se trouvent conjugués un problème d'emploi et d'inflation; aujourd'hui encore, et c'est sans doute ce qu'il y a de plus original, se trouvent confrontés deux types de puissance toujours complémentaires lorsqu'il s'agit d'opprimer et d'exploiter les populations, mais également contradictoires en la circonstance. Et nous voulons parler des structures capitalistes de l'économie « libérale » face à un Etat omniscient et omniprésent.

Il n'y a plus de libéralisme économique au sens classique du terme. L'Etat-gendarme de la propriété a pour partie tronqué son uniforme pour intervenir directement et jouer un rôle prépondérant dans les mécanismes de l'économie de marché. Le capitalisme a su s'en accommoder dans la mesure où celui-ci avait un effet d'entraînement de l'expansion. Mais, lorsque son effet devient démultiplicateur, lorsque sa politique d'intervention entrave la « libre entreprise » et, enfin, lorsque par ses moyens de régulation et selon des critères particuliers il bloque ou fait redémarrer quelques parties de la machine économique, des voix s'élèvent, des groupes de pression se constituent pour crier : sus à l'intrus !

L'ensemble des nations est entré de plein-pied dans ce processus irréversible d'ingérence de l'Etat dans la sphère économique et la crise actuelle reflète bien à la fois la puissance et l'établissement d'un nouveau rapport de forces entre ces deux colosses aux pieds d'argile. Certes, la machine a évolué, s'est perfectionnée au cours des années, mais il suffit maintenant d'un grain de sable pour enrayer l'ensemble de cette mécanique sophistiquée.

La crise présente est donc bien celle d'une économie où l'activité capitaliste se « mixe » avec le dirigisme étatique. Cela explique l'importance d'un plan de relance dont les tenants du système attendent beaucoup. La manne publique possèdera-t-elle un effet d'incitation suffisant ? Nous en doutons et nous nous en expliquons.

En vérité, il est plus que probable que les capitalistes disposant des crédits publics penseront d'abord à renflouer leur trésorerie et épurer une partie de leur endettement. Les milliards déjà accordés au premier semestre ont été dispersés et gaspillés sans résoudre quelques problèmes. L'exemple allemand, d'ailleurs, a lui aussi essuyé le même échec. Il est symptomatique de remarquer que l'aide à la consom-

mation est anormalement faible eu égard au soutien apporté à l'industrie; qu'au lieu de baisser notamment le taux de la T.V.A. sur les produits de consommation courante (pénalisation inégale entre les petits et gros revenus) on accorde de larges facilités fiscales aux sociétés. En second lieu, la reprise ne sera sans doute pas synonyme d'un accroissement des offres d'emploi. Nombre de travailleurs vont retrouver, après la période de chômage partiel qu'ils ont subi, les heures supplémentaires qu'ils faisaient auparavant. Avant que ne réapparaissent les pancartes d'embauche, l'entreprise devra faire revenir sa production au niveau antérieur ce qui n'est ni évident, ni, dans la meilleure hypothèse, la preuve d'une réembauche. Dans les deux cas, la relance risque de ne pas s'accompagner d'une diminution du chômage mais de son maintien, voire peut-être de son accroissement. Nous serons à même, dans les prochains mois, de vérifier quel mouvement agitera l'aiguille du baromètre-emploi. Le succès de l'opération gouvernementale dépendra grandement de cet indicateur.

En définitive, nous restons persuadés que la crise ne trouvera de réelles solutions dans le cadre des structures capitalistes. On peut réformer et corriger certaines inégalités sociales, chercher à équilibrer dans l'équité les groupes de pression, favoriser le dialogue et la concertation entre partenaires sociaux, l'esquisse d'un résultat pourrait même voir le jour. Malgré cela il ne peut pas y avoir dans le cadre du système de paix sociale. Il s'agit de trancher pour opérer un véritable changement des structures. Non pas par les urnes mais par une profonde révolution sociale. Car les politiciens de la majorité nous bernent quand ils parlent « d'économie libérale avancée », et les politiciens de gauche nous abusent quand ils font croire qu'un simple changement de personnel politique et que quelques nationalisations et autres pacotilles suffisent pour amorcer une voie vers le socialisme. Croire qu'un jour le capitalisme et l'étatisme puissent muer et transformer les valeurs qui conditionnent leur existence, c'est accepter un marché de dupes. Leur responsabilité dans la crise, et plus quotidiennement dans notre exploitation économique, est partagée et il nous paraît évident que la condamnation et la destruction de l'un implique un sort identique à l'autre.

La rupture révolutionnaire semble difficile à admettre. Supprimer le capitalisme va encore, mais l'Etat ! Trop d'idées toutes faites devenues des évidences parsèment les esprits et bloquent toutes possibilités de raisonnement objectif. D'aucuns n'ignorent les aspects insupportables de l'Etat et l'efficacité discutabile de ses services publics. Et pourtant, malgré les critiques, la grogne et les jacqueries, tous restent persuadés de la nécessité de son existence. Il est vrai que ce système a le mérite d'exister alors que le nôtre n'a aucune preuve à apporter, si ce n'est quelques expériences de-ci-de-là qui ne prouvent en rien le réalisme et la solvabilité de nos thèses. En bref, l'homme a peur du vide et se comporte comme un animal grégaire ne croyant qu'à ce qu'il voit ou ce qu'il touche. L'autogestion apparaît à ses yeux un mot creux dont, fatalement, le sens lui échappe.

Et toutefois, il ne s'agirait pour lui que de gérer sa propre vie, son environnement et son milieu de travail, cela même qu'on lui refuse d'assumer depuis toujours. Il ne s'agirait que d'accepter l'égalité économique entre tous, quelles que fussent les qualifications et les responsabilités de chacun. Quel principe de justice admet que cinq, six ou sept années d'études supérieures valent plus que cinq, six ou sept années enfermées dans une usine, ou justifie également toute une vie d'inégalité de revenu entre « celui qui a de l'instruction » et le manuel ? Enfin, il ne lui suffirait que de comprendre l'absurdité de maintenir les structures pyramidales d'un Etat parasite et que la coordination de cet ensemble d'activités formant la vie économique et sociale pourrait être assurée fédérativement par les organisations de producteurs et de consommateurs.

Certes, nous pourrions toujours nous appuyer sur des exemples concrets; mais ceux-ci se serviraient à rien si

l'on n'admet pas comme possible ces orientations nouvelles. La crédibilité de l'anarchisme suppose des garanties, il n'est pas vain de les montrer partout où notre action possède quelque audience. Mais, malheureusement, nos adversaires s'y entendent pour nous reléguer dans l'ombre et pour, sans conscience d'aucune sorte, désosser nos thèses. Dans ce monde où tout n'est que question de rapport de forces, la vérité n'appartient jamais aux plus faibles. La malhonnêteté intellectuelle, la perversion des idées sied aux représentants du système comme à ceux, leurs valets, qui contrôlent les grands moyens d'information. Il y a à quelques temps, un quotidien du soir titrait à propos des difficultés d'un géant capitaliste du textile « Boussac ne sera pas Lip ». Tout un programme qui ne vise, en fait, qu'à démontrer dans les esprits toute tentative d'autogestionnaire. Plus d'un pourrait se satisfaire de telles recommandations. Il nous faut pourtant aller plus loin, dépasser la menue satisfaction que cela pourrait nous procurer pour amplifier les moyens qui nous permettront d'entendre dire : « L'autogestion, et pourquoi pas ? ».

Notre tâche n'est pas facile, nous en sommes convaincus. Toutefois, nous la préférons à celle de nos exploitateurs dont la position est plus qu'inconfortable. Un pouvoir chasse l'autre, c'est bien connu. A ne pas vouloir considérer les transformations de structure que nous préconisons, l'Etat et le capitalisme s'enlèvent dans le bourbier qu'ils ont eux-mêmes creusé. Ce système que nous rejetons est un monde clos, un autociseur sans soupape de sécurité, prêt à éclater à tout instant.

Hier, nous avons à subir soit le chômage soit l'inflation, désormais ces deux maux se trouvent conjugués par les administrateurs du système. Ce double phénomène est particulièrement sensible aux couches laborieuses qu'il frappe de plein fouet; particulièrement évident aussi au niveau des régions, là où le fédéralisme libertaire pourrait être la véritable formule d'organisation égalitaire de l'économie et le moyen d'autogérer la vie locale et régionale.

La réorganisation de l'outil productif, contenue dans les orientations du plan de soutien, reste nécessaire mais, dans le contexte de l'économie capitaliste, la fermeture d'entreprises, la modernisation et l'automatisation de la production ne se feront pas au service de l'homme, notamment par une réduction du temps de travail et de l'âge de la retraite sans diminution de revenu. Elle ne se fera pas non plus dans le sens d'une meilleure qualité des produits fabriqués ce serait bien sûr remettre en cause le processus capitalistique de la consommation.

Le problème de l'emploi reste avant tout autre l'élément détonant. L'Etat ne s'y trompe guère car il utilise encore et plus que jamais l'armée et l'écologie comme réservoir de main-d'œuvre. Le prolongement possible de deux ou trois mois du service national pour ceux qui le souhaiteraient s'inscrit en droite ligne dans cette politique. Tout comme ce marchandage entre l'Etat et le patronat du bâtiment pour embaucher les 40.000 apprentis sortant des écoles à la condition que les pouvoirs publics accordent à ce patronat, particulièrement réactionnaire, les moyens financiers à sa politique d'exploitation des travailleurs. Comment se comportera le « volant » de chômage, « That is the question ».

La crise est là, mais où est le changement ? Par peur d'une pression sociale latente à laquelle s'adionne le malaise des milieux capitalistes, les grands commis de la bourgeoisie étaient obligés de répondre par un plan qui, très certainement, ne répondra pas à l'attente des uns ou des autres. Depuis quelques temps, nous nous enfonçons dans un conditionnement fascinant des réactions. On s'en aperçoit à propos des travailleurs immigrés et de la répression qui sévit en maints endroits, répression qui n'a que peu de rapport avec la campagne d'intoxication politique du parti communiste. Plus que jamais, dans le bruit uniformisant des informations et des prises de position, il faut faire entendre notre voix et nos propositions révolutionnaires et libertaires.

Bosdeveix, Devinck, Hélio et Laredo.